**ENGLISH PAGES: 7,11** 

# Lè manke gid, pèp la gaye! OBSERVATEUR

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc. www.haiti-observateur.ca Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, NY 11435-6235 Tél. (718) 812-2820 haiti\_observateur@yahoo.com New York: \$1,00 Partout ailleurs: 1,50\$ Haïti: 20 gourdes Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 42 New York: Tel: (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10

3 - 10 Novembre 2021

### GUERRE DIPLOMATIQUE HAÏTI-RÉPUBLIQUE DOMINICAINE Des troupes déployées sur la frontière, vigilance décrétée... Claude Joseph a mis les pieds dans le plat...

Par Léo Joseph

La mobilisation de troupes dominicaines, tout au long de la frontière séparant Haïti et la République dominicaine, pris dans le contexte des 17 missionnaires américains et un citoyen cana-

dien kidnappés par le gang appelé « 400 Mawozo », a suscité une vague de récriminations en Haïti. Les dirigeants de l'État voisin croient ces mouvements militaires justifiés et s'en prenant aux officiels haïtiens, notamment le ministre des Affaires étrangères,

Claude Joseph, qui a fait une intervention diplomatique, sans avoir la moindre idée des enjeux de l'heure ou bien qui a pris ce document comme prétexte pour se faire passer pour un nationalis-

Contrairement à ce que pen-

sent plusieurs citoyens haïtiens, dont certains ont exprimé leurs opinions sur les réseaux sociaux prenant à partie les Dominicains, les militaires du pays voisin sont mobilisés, afin de protéger le territoire de ce pays contre un éventuel débordement de l'insécurité.

Les autorités de ce pays estiment qu'elles ont de bonnes raisons de prendre leurs précautions, par rapport à certaines incursions possibles, en territoire dominicain, de criminels haïtiens ayant des « velléités expansionnistes ».

Suite en page 9

#### CATASTROPHE MARITIME DANS LE SUD-EST

### Naufrage en face de Cayes-Jacmel; Plus de 100 personnes ont péri

Le navire surchargé s'est heurté à un récif...

Par Léo Joseph



Marigot, la destination finale de l'Eclésias, n'a jamais été atteinte.

Un bateau haïtien, en provenance de la République dominicaine, à destination de Marigot, dans le département du Sud-Est, a fait naufrage à la vue de Cayes-Jacmel, faisant un nombre incalculable de personnes mortes et une trentaine de rescapés. Plus de quatre jours depuis l'accident, les autorités n'ont pas encore fait état du nombre de décès, ni des causes de cet accident. Les survivants ont décrit une situation désastreuse, qu'ils mettent au compte des autorités maritimes, qui n'ont exercé aucun contrôle sur les activités de cabotage, tout Suite en page 9 INSÉCURITÉ ET DYSFONCTIONNEMENT DE L'ÉTAT FACE À LA NULLITÉ DU POUVOIR

### Ariel Henry n'a point sa raison d'être à la tête à la primature Le pouvoir capitule devant les gangs armés......



Frentz Elbé, en 2002, déjà prédateur des droits humains.



Ariel Henry, PHTKiste impéni-Voire page 12

#### QUI SERA LE SUCCESSEUR DE L'AMBASSADEUR MICHELE SISON EN HAÏTI

### Kenneth Merten toujours en poste à Washington

Son choix comme chargé d'Affaires est-il remis en question?



L'ambassadeur Kenneth Merten et son ami Michel Martelly.

Si l'ambassadeur Kenneth Merten doit continuer à gérer le dossier Haiti, au Département d'État, comme il le faisait depuis une dizaine d'année, il va devoir le faire sur place. Car toujours à Washington, près de deux mois depuis que le secrétaire d'État américain avait annoncé son choix pour remplacer l'ambassadeur sortant, Michele Sison, à titre de chargé d'Affaires, il semble qu'il y resterait. En attendant Suite en page 15

### **HAPPENINGS!**

As Haiti descends into anarchy, it's time for muscular action!



Embassador Kenneth Merten, back in the political game in

#### By Raymond Alcide Joseph

The whole country is grinding down to a halt, as the gangs which control most of Haiti con-



The new Chief of Police Frantz-

tinue their assault, not only on individuals, but on the whole society.

> Most hospitals have closed Continued on page 7

# NOUVELLES BRĒVES

### Un second maire afro-américain élu à New York

NEW YORK, 2 novembre —

Aujourd'hui, New York, la première ville des États-Unis, refait l'histoire, ses citoyens ayant élu l'Afroaméricain Eric Adams, 61 ans, maire, par une écrasante majorité, selon toutes les agences de nouvelles et les grands journaux de New York, tels The New York Times et le The Wall Street Journal, quelques minutes après la fermeture des bureaux de vote, à 9 heures. On attendait des précisions, quand, à 9 h 27, le Conseil électoral de New York donnait 73,4 % du vote à Eric Adams face à Curtis Sliwa, son concurrent républicain, âgé de 67 ans, qui a gracieusement concédé, lors d'un point de presse.

Cette performance d'Adams est aussi historique, quand on la compare à celle du premier Noir, le démocrate David Dinkins, à être élu à la première magistrature de New York. Le 7 novembre 1989, soit 32 ans plus tôt, ce serviteur public, qui avait franchi les étapes jusqu'à occuper le poste de greffier municipal, avait gagné face à Rudolph « Rudy » Giuliani, le candidat républicain, qui comptait aussi le Parti libéral dans son camp, par la faible marge de 50,42 % contre 47,84 % pour son rival.

La communauté haïtienne est en liesse, car le président du borough (commune) de Brooklyn, depuis 2013, s'est toujours assuré le vote des Haïtiano-Américains, à commencer lors de sa première campagne politique qui l'a propulsé à la présidence de cette importante commune de la ville de New York qu'est Brooklyn. En ce sens, un autre Eric, celui-là Saint-Louis, a joué un rôle prépondérant en mobilisant la communauté haïtienne autour de son homonyme, ou son « tokay », comme on dit en créole.

Alors, cette communauté attend, impatiemment, que le nouveau maire de la ville avec qui a été abordée la question de l'établissement d'une « Maison haitienne » à New York, fasse le nécessaire pour que ce rêve devienne réalité. Ce sera le haut lieu des rencontres entre les Haïtiens et Haïtiano-Américains de la « Big Apple » (la Grosse Pomme), tel qu'on surnomme cette ville géante, où le vote des Haïtiano-Américains a été, plus d'une fois, décisif dans le choix du maire de la ville.

À souligner que le candidat Eric Adams, ex-capitaine du NY-PD, la Police municipale, s'est distingué comme un vrai dirigeant, lors de sa campagne face à Curtis Sliwa, fondateur du groupe « Guardian Angels » qui, dans les années 70, patrouillait surtout le système de transport souterrain (Subway) de la ville, à une époque où l'insécurité était ambiante. Mais ces temps-là ont révolu.

Agissant toujours en rebelle, en tout dernier lieu, M. Sliwa s'est aligné aux côtés de ceux qui s'obstinent contre le programme de vaccination contre la pandémie du coronavirus. Comme on le sait, environ un pourcentage, qui varie de 13 % à 25 % des employés de la ville, tels des policiers, des pompiers, des éboueurs, des enseignants et autres, ne s'étaient pas faits inoculer jusqu'à lundi, avant-hier, date limite, selon l'édit du maire pour le faire, sinon se voir congédier sans rémunération.

Quant à Eric Adams, il a apporté son soutien au maire Bill de Blasio qui, par ailleurs, vise le poste de gouverneur de tout l'état, ayant \*Mardi, ce fut une journée électorale dans bien de communautés, y compris pour les gouverneurs de New Jersey et de Virginie

Les résultats préliminaires en Virginie n'augurent rien de bon pour le candidat démocrate dans cet état où, lors des dernières élections présidentielles de novembre 2020, Joseph « Joe » Biden, l'avait remporté contre Donald Trump, avec une avance de 10 %. Les analystes politiques suivent de près le vote de Virginie pour se faire une idée de la campagne dite de mi-mandat, l'an-



Eric Adams savouranat sa victoire.

rempli les formalités hier, mardi 2 novembre, se portant candidat aux élections de l'année prochaine autour du choix du gouverneur de l'«*Empire State*», tel qu'est désigné l'état de New York.

Que les électeurs newyorkais soient si nombreux, et de toutes les couches sociales, à choisir Eric Adams comme maire souligne, sans aucun doute, qu'il est dans la née prochaine.

À la fermeture des bureaux de vote, en Virginie, on prévoyait que le candidat républicain, Glen Youngkin, avait une avance de 10 % sur son concurrent démocrate, Terry McAuliffe. Mais vers 11 heures, les écarts étaient d'environ 2 %, toujours en faveur de Youngkin. Mais McAuliffe n'avait pas encore concédé.



Entouré de ses partisans et du personnel électoral, Eric Adams fait son discours de victoire.

lignée de la majorité voulant vivre en santé à un moment où un aspirant maire comme Curtis Sliwa se préparait à laisser faire à leur guise ceux qui, évoquant tout prétexte, même religieux, pour faire échec aux édits salvateurs visant la vaccination de la population entière. En effet, la démocratie a eu gain de cause, cette fois, tenant à distance quelqu'un faisant de l'autoritarisme son cheval de batail. Bravo New Yorkais! Et Curtis Sliwa pourra conserver son béret rouge, sa marque déposée, car il avait promis de s'en débarrasser s'il est élu maire.

Glen Youngkin, 54 ans, un nouveau venu en politique, homme d'affaires impliqué dans l'investissement de capitaux, fait face au démocrate, Terry McAulife, un mordu de la politique, ayant été gouverneur de l'état, de 2014 à 2018. Le gagnant remplacera le gouverneur Ralph Northam, démocrate, interdit par la constitution de se succéder, à l'instar de la constitution haïtienne de 1987 s'agissant des candidats à la présidence.

Entre-temps, dans le New Jersey, le gouverneur Phil Murphy, 64 ans, démocrate, a maintenu son avantage de plus de 11 points contre

son rival républicain, Jack Ciattarelli, qui aura 60 ans le 12 décembre prochain. Durant la campagne, le gouverneur Murphy se moquait de M. Ciatarelli qui, dit-il « voulait retourner aux beaux jours d'antan qui n'étaient pas si beaux ! » Apparemment, les citoyens de New Jersey, faisant confiance à leur gouverneur, élu en 2018, le retournent au pouvoir, lui accordant quatre années supplémentaires pour continuer à faire progresser « The Garden State » (état agricole), limitrophe de New York, très verdoyant.

#### \*Une guerre de tweets entre les autorités dominicaines et haïtiennes qui finit mal pour Haïti

Les commentaires sur les réseaux sociaux, depuis lundi soir, se concentrent, en grande partie, autour d'un conflit diplomatique via des tweets émis par les autorités politiques se partageant la souveraineté de l'île d'Hispaniola (conféré par Christophe Colomb), soit le nom original Haïti que l'appelaient les Indiens Arawaks et Taïnos.

C'est *Le Nouvelliste*, dans un article détaillé, le 1<sup>er</sup> novembre, sous la plume de « *Patrick Saint-Pré avec Listin Diario* », a déballé l'affaire sous ce titre : « *Haïti et la République dominicaine font de la diplomatie sur Twitter, suspension des visas pour le étudiants haïtiens* ».

Comme si Haïti ne faisait pas face déjà à de nombreux problèmes, le ministre des Affaires étrangères et des Cultes, Claude Joseph, peu diplomate, bien que chargé de la diplomatie du pays, s'est laissé entraîner dans le sillage d'un nationalisme qui ne sied pas en diplomatie, pour répondre à ceux qui devaient être des partenaires mais qui le traitent, ainsi que son gouvernement, comme des pestiférés.

Selon Le Nouvelliste, tout a commencé lundi, 1<sup>er</sup> novembre, par un tweet du président Luis Abinader, de la République dominicaine, « lançant un SOS à la communauté internationale ». Selon le chef d'État dominicain, dans un tweet, il a dit : « La communauté internationale, en particulier les États-Unis, le Canada, la France et l'Union européenne doit agir en Haïti et de toute urgence afin d'enrayer l'instabilité profonde que connait le pays en raison de la crise politique et de l'importance des gangs armés ».

Le chancelier haïtien, retorquant par tweet, a rappelé au voisin que les deux pays sont indexés par les États-Unis, en matière de sécurité, la République dominicaine au niveau 3, et Haïti au niveau 4. Il a noté que la République dominicaine connaît également « une augmentation de la criminalité » tel que souligné dans la note du Département d'État aux voyageurs concernant son pays et le pays voisin.

Le Département d'État a vite fait de clarifier que pour la République dominicaine, il s'agit de

protection contre la COVID-19, rien à voir avec la sécurité du pays. Et voilà Claude Joseph qui se met sur le dos et la République dominicaine et le grand voisin.

Point n'est besoin de s'étendre outre mesure sur la valse des tweets, mais on soulignera que de cette « *diplomatie tweetaire* », Haïti



Le gouverneur Phil Murphy du New Jersey, réélu aisément.

est le grand perdant. Lundi soir, le gouvernent dominicain a décidé de suspendre indéfiniment le programme spécial de visa pour les étudiants haïtiens au pays. Selon, le professeur Nesmy Manigat, ex-ministre de l'Éducation nationale, ceci aura



Curtis Sliwa, le candidat républicain à la mairie de New York, battu à plate couture par Eric Adams.

un impact négatif pour quelque 70 000 étudiants.

En outre, une autre mesure de l'Immigration dominicaine visant les femmes haïtiennes enceintes de six mois, qui ne seront pas admises au pays voisin, car elles sont un fardeau pour le système sanitaire de la République dominicaine, qui doit prendre charge de leur accouchement et autres dépenses.

La situation empirera aussi pour les travailleurs haïtiens, en République dominicaine, qui se verront bientôt remplacer dans les secteurs de l'agriculture et de la construction par des Dominicains, selon un plan du président Abinader exigeant l'embauche de 80 % de la main d'œuvre dominicaine dans ces secteurs qui dépendaient de la main d'œuvre haïtienne, selon le reportage de *Le Nouvelliste*.

C'est le proverbe créole qui sied bien, à l'encontre du chancelier haïtien dans cette guerre de tweets : « Jan chache, Jan twouve, Jan oblije rete trankil! ».

Pierre Quiroule II 3 novembre 20201

# LE COIN DE L'HISTOIRE

# L'affaire Calixte

**Par Charles Dupuy** 

Après le départ des Américains, Vincent avait nommé le colonel Démosthène Pétrus Calixte chef de la Garde d'Haïti. À la même époque, il appelait le major Durcé Armand à la direction du département militaire du Palais national. Calixte, en plus de s'exprimer dans un parfait espagnol, parlait couramment l'anglais et s'était révélé un collaborateur si précieux pour les Marines, qu'à l'âge de 34 ans il devenait le plus haut gradé haïtien de l'Armée. Si Calixte commandait la Garde d'Haïti, Durcé Armand, qui contrôlait tous les postes stratégiques de Port-au-Prince, avec l'artillerie, les armes lourdes et les dépôts de munitions, se considérait comme le chef militaire suprême en Haïti.

Le major Armand était un homme autoritaire, suffisant et borné. Il était appuyé par les troupes du Palais, alors que le camp de Calixte était composé d'officiers noirs très frustrés devant le pouvoir accumulé par les deux hauts gradés mulâtres du Palais, Durcé Armand et Arnaud Merceron. L'inimitié entre les deux clans atteignit son paroxysme après le massacre des Haïtiens organisé par Trujillo, en 1937. À ce moment-là régnait une atmosphère de crise chez les officiers de la Garde qui, non moins humiliés par la provocation dominicaine, que par l'absence de réaction des autorités, voulurent établir une dictature militaire au pays. Ils avaient convenu de tuer Armand, de renverser Vincent et de placer Calixte à la présidence. Si cette tentative de coup d'État compte

parmi les effets corrélatifs du massacre de 1937, il n'en reste pas moins qu'on doit aussi la ranger parmi les innombrables épisodes de l'éternelle compétition entre Noirs et Mulâtres, qui ponctuent tristement l'histoire de la République d'Haïti.

Le dimanche 12 décembre 1937, en début de soirée, le major Armand et le capitaine Merceron, ne s'étaient pas plus tôt installés sur la terrasse du Rex-Café, aux abords du Champ de Mars, que d'une voiture en marche on tirait plusieurs coups de feu en leur direction. Pendant que, tous pneus crissant, la voiture s'éloignait de la scène, la panique s'emparait des promeneurs et les spectateurs du cinéma Rex quittaient la séance en pagaille. Touchés, Armand et Merceron (\*) furent conduits à l'Hôpital général où l'on constata qu'ils n'avaientsubi que des blessures superficielles et sans conséquen-

Dans l'heure qui suivit, Calixte quittait sa résidence de Pétion-Ville pour se rendre au Palais et aux Casernes Dessalines, un territoire militaire que le major Armand avait péremptoirement soustrait à son autorité. Quand il apprend que le président se trouvait au chevet des blessés, Calixte, suivi de son escorte, fonce en direction de l'hôpital et croise le président qui revenait au Palais en compagnie du ministre de l'Intérieur, Chris tian Lanoue, suivi de quelques gendarmes. Vincent se met sous la protection du colonel qui l'accompagne au Palais, jusque dans ses quartiers, dans sa chambre même, afin de le mettre en sécu

rité, le réconforter et l'assurer que rien de fâcheux ne pourrait lui arriver désormais.

Peu après, le major Armand revenait précipitamment au Palais avec la jambe gauche couverte de pansements, afin de reprendre son commandement et



Le colonel D. P. Calixte

faire démarrer l'enquête. Une enquête dont la principale pièce à conviction était une auto retrouvée abandonnée au bois Saint-Martin, et dont le numéro de plaque, P-3031, avait été relevé par un passant au moment de l'attentat. Le véhicule, une Ford, avait été loué à la Société Haïtienne d'Automobiles par nul autre que le lieutenant Bonicias Pérard. On inculpe donc les lieutenants Bonicias Pérard et Florian Modé qui, le jour du crime, avaient été aperçus par des témoins, circulant dans la voiture de location. Malgré ses véhémentes dénégations, le lieutenant Pérard sera traduit devant une cour martiale et condamné à mort.

Convaincu que les conjurés ne pouvaient avoir agi qu'à l'instigation de Calixte, Christian Lanoue lui tendit un guet-apens. Il l'invita à venir chez lui, le dimanche 9 janvier 1938. Quand Calix-

Stéphane Jean, née Pascale Sada

te arriva chez Lanoue, une cinquantaine de soldats s'y trouvaient camouflés. Lanoue lui annonce alors sa destitution et l'invite à l'accompagner au Palais. Là, il rencontre le nouveau chef de la Garde, le colonel Jules André, lequel, en grand secret, était rentré du Cap la veille. Après avoir assisté à la cérémonie d'investiture de son successeur, un Calixte ébranlé se rendit sous un déguisement au presbytère de Pétion-Ville où il restera caché pendant près d'un mois. Il ne quittera son refuge qu'au moment où, Vincent, jugeant que le colonel s'était imprudemment laissé égarer par la vanité de ses sentiments, l'affecta au poste d'inspecteur des ambassades et consulats d'Europe.

À l'aube du lundi 7 mars 1938, Pérard était conduit devant le peloton d'exécution, au champ de tir de la Saline. Le colonel Jules André lui proposa de solliciter sa commutation de peine, une requête dont l'issue était en son pouvoir, si seulement Pérard voulait bien admettre sa culpabilité et trahir ses complices. Jusqu'au dernier moment, Pérard affirmera n'avoir pas tiré sur Armand et que les véritables assassins du major mangeaient tous les jours à sa table. L'exécution de Pérard sema l'épouvante parmi les conjurés. Le lieutenant Modé, un complice de Pérard, lui aussi condamné à mort, demanda à rencontrer le colonel André à qui il promit de tout révéler, à la condition qu'il fût épargné de la fusillade. Rassuré sur ce point, Modé reconnaît tous les faits, avoue qu'il se trouvait dans la Ford, en compagnie de Pérard, mais aussi avec les lieutenants Herbert Hyppolite, Bénony Saint-Martin et Yves Depestre. La grande surprise de ces révélations fut la participation au complot du lieutenant Depestre, un des meilleurs amis et protégés du major Armand. À partir de ce moment, les dénonciations fusèrent de toutes parts, alors que les

arrestations se multipliaient dans les rangs des officiers, « *la fine fleur de l'Armée* », comme le dira Vincent.

Tous les officiers dénoncés et arrêtés sont traduits devant le tribunal militaire. Arthur Bonhomme, Roger Bordes, Clément Dascy, Roger Dorsinville, Gérard Faubert, Ludovic Fils-Aimé, Hébert Francillon, Wilfrid Guillaume, Pierre Rigaud, reconnaissent tous qu'ils avaient effectivement participé au complot, à cause de la lâche attitude de Vincent, après le massacre de 1937. Tous admettent avoir conspiré avec la complicité du colonel Calixte, sur ses conseils et en sa faveur. Ils admettent également avoir agi selon les instructions du colonel, qui avait été tenu informé de la situation et coordonnait les opérations. Tous furent condamnés à la dégradation militaire et à de longues peines de travaux forcés.

Accusé de crime contre la sûreté intérieure de l'État, Calixte fut rappelé de son poste pour qu'il réponde de ses actes devant la Cour martiale. Il fit mine de revenir, mais se déroba au dernier moment pour aller s'exiler à Santo Domingo. Condamné à mort par contumace, il s'expliquera, dans ses Mémoires, qu'il fit paraître en 1939, sous le titre Calvaire d'un soldat. C'est finalement Lescot qui lui accordera sa grâce, en 1941, alors que Vincent, bon prince, avait, depuis longtemps déjà, amnistié les officiers impliqués dans l'affaire.

(\*) Armand fut touché à la cuisse. Devenu chargé d'Affaires au Mexique, en 1944, puis ambassadeur au Guatemala, il est mort à Port-au-Prince, le 3 juin 1966. Quant à Merceron, il reçut une balle à l'avant-bras gauche et l'y garda toute sa vie. Signalons qu'il avait eu le temps de dégainer son arme et de faire feu sur la voiture en fuite. Il fera une carrière diplomatique, avant de mourir en Floride, le 17 mai 1977. C.D. coindelhistoire@gmail.com (514) 862-7185

## NÉCROLOGIE

### Décès de Mme Gontran Sada, née Elsie Magloire

Nous avons le regret d'annoncer le décès de Mme Gontran Sada, née Elsie Marie Magloire, survenue à Boca Raton, Floride, le 2 octobre 2021, à l'âge de 83 ans. En cette pénible circonstance, nous présentons nos sincères condoléances à :Son époux, M. Gontran Sada, ses enfants, Mme Dominique Sada, M. et Mme ; ses frères et sœurs M. Raymond Magloire, Mme Paule Magloire, M. Armin Lanzlinger et Mme née Yola Magloire ; ses petits-enfants M. Raphaël Jean, M. Gabriel Jean ; ses tantes, Mme Vve Cina Leconte, née Michaëlle Desrues, Mme Vve Hermin Leconte, née Marie Fouché ; ses neveux et nièces M. et Mme Malcom Hay née Nathalie Goodlad, Mme Alexandra Goodlad, M. et Mme Paul Lucas, née

#### HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Amy Kétouré, M. Khaly Kétouré, Mme Caroline Sada, Mme Mathieu Foliet, née Jihanne



Elsie Magloire Sada

Sada, M. Jean Robert Magloire et Mme, M. Pierre Richard Magloire et Mme, M. Stanley Décatrel et Mme, M. Patrick Décatrel et Mme, M. George Décatrel; ses beaux-frères et belles-sœurs, M. Maxime Sada et Mme née Lilliane Débrosse, M. Robert Magloire et Mme, née Marie Hélène Sada, M. George Décatrel,

Aussi à ses cousins et cousines: Mme Gérard Latortue, née Marlène Zéphirin, Mme Vve Maurice Prophète, née Anne Marie Magloire, Mme Claudette Magloire, Mme Vve Pierre Guez, née Kethly Magloire, M. Hervé Magloire et Mme née Judith Pavia, M. Louis Magloire et Mme, née Yola Ménard, Mme Vve George Magloire, M. Gilbert Perpignan et Mme, née Michelle Leconte, M. Gabriel Leconte, Mme Vve Eddy Leconte, M. Dany Leconte, M. Lucien Leconte et Mme, M. Patrick Leconte et Mme, M. Thierry

Suite en page 12



Suite de la page 16

alors que son père laissait rarement le périmètre du Palais national, la mise à l'écart, on dirait même les « dechoukaj » de quelques barons macoutes notoires «chefs », caïds même tout puissants et décidant de tout dans chaque département du pays, une chasse même dans des véhicules de transport de « petits macoutes» fuyant leurs bastions de province, le pouvoir, apparemment retrouvé par les militaires, dont plusieurs avaient été fusillés par Papa Doc, en personne, deux ans auparavant, à Fort- Dimanche, tout cela laissait une sensation de détente, après les dures années de répression 1968-1970; tout ceci donnant une sensation d'innocence du « jeunot chef », qui favorisait quelques initiatives nouvelles, comme les bals de salon, la floraison de mini-jazz,

### Le football haïtien en 1971

Malgré le tableau précédent, dans la sphère internationale, chez nous le football n'allait pas bien. Les fans désertaient le stade Sylvio Cator, qui recevait exclusivement tous les matches. En football, comme aujourd'hui, les villes de province n'étaient pas encore traitées sur un même pied d'égalité avec celle de la capitale, en dépit d'un bon niveau de jeu, comme en attestent les nombreux joueurs capois, quelques Artibonitiens et autres footballeurs de qualité qui venaient chaque année au Racing, au Violette, au Victory, etc. pour renforcer les équipes de la capitale, la seule façon pour un joueur de province de se faire connaître et d'entrer pour faire une carrière internationale. Les compétitions, à l'époque, étaient réservées aux clubs de la capitale exclusivement, et c'était, depuis presque deux décennies, les mêmes huit (8) équipes qui jouaient l'élite. La Fédération haïtienne de football (FHF) tentait bien pour recréer l'enthousiasme chez les fans, pour la saison 69-70, de lancer un championnat à formule nationale en deux divisions, À et B, avec quelques sélections de villes de province (Bas-Artibonite, Nord, Gonaïves, Port-de-Paix, mais déjà, à l'époque, surtout pour les villes avec des clubs déjà structurés, comme l'ASC, entre autres, la stratégie ne fut pas payante, d'autant que les équipes de province étaient contraintes de jouer loin de leur base, de voyager jusqu'à Port-au-Prince et les fans ne pouvaient non plus se déplacer. Les routes nationales, à part celle, No 1, n'étaient pas en était, et il était coutumier de vivre une misère de plusieurs jours pour voyager, de l'intérieur du

pays jusqu'à la capitale. Or les équipes de province étaient obligées de venir jouer toutes les rencontres au Stade national. Ainsi, pour ces rencontres de la saison 69-70 les matches attiraient peu de spectateurs. Bien plus, à part quelques grandes villes, surtout du Nord et de l'Artibonite, le football était peu organisé, comme c'est le cas de nos jours, où toutes les villes, même les quartiers, ont un club organisé de football. Dans les villes de province, le football se résumait à un « ALL » rassemblé pour les vacances d'été pour jouer des matches de collégiens d'une ville face à celui de la ville voisine.

### Mexique-70 : Terrible désillusion pour Haïti

Les fans haïtiens, qui avaient été pris dans une véritable fièvre, lors des deux années 1968-1970 d'une magnifique campagne de qualification à la Coupe du monde Mexico-70 lancée avec une promotion endiablée, dès 1966, avec l'État haïtien, la FHFA avait lancé une campagne pour la qualification au Mundial-70, dans l'idée de profiter de l'absence des qualifications du Mexique (qualifié d'office comme pays organisateur).

L'équipe nationale avait, tour à tour, éliminé Trinidad-Tobago (4-0), puis 2-4 (les 2 matches en Haïti), ensuite les USA (2-0 en Haïti, puis 1-0 aux USA), le Guatemala (2-0 en Haïti), puis 1-1 à Ciudad Guatemala), la qualification était donc proche, avant le dernier match contre El Salvador qu'Haïti reçut, le dimanche 21 septembre 1969, mais peut-être avec la pression forte sur nos joueurs, la Sélection s'inclinant 2-1 devant El Salvador, au Stade national, au grand dam des fanatiques abattus, mais se reprenant merveilleusement au match retour, au stade Flor Blanca gagné haut la main sans Joseph Obas, blessé, (remplacé par un tout jeune du Violette et du Lycée Firmin, Pierre Bayonne) par 3 buts à zéro, créant une joie immense dans tout le pays, ce dimanche à midi, ravivant la flamme de l'espoir, résultat dommage insuffisant, à l'époque, où il n'y avait pas encore la règle du Goal-Average ou du Goal-Difference, tout ceci imposant un match d'appui pour déterminer le qualifié de Mexico-70, qui fut fixé au Stade national de Kingston, à la Jamaïque, contre les Salvadoriens.

Ce fut alors le drame. Enthousiastes, les Haïtiens, pris de folie, firent tout pour aller supporter, à Kingston, notre Sélection, qui n'était pas encore baptisée les « Grenadiers ». Certains arrivèrent même par bateau des Garde-Côtes, le GC-10. Après le match, la déception fut à la hauteur de cette folle espérance Para-

lysés par l'enjeu, sans doute, nos joueurs ne purent marquer, ou même réaliser le nul salvateur, et en prolongations, Salvador Mariona l'avant- centre adverse nous poignarda d'une reprise de tête. Malgré la promesse du président Duvalier, à travers un pathétique communiqué de la «présidence à vie » transmis par son secrétaire privé, Pierre Biamby, lui-même ancien As et dirigeant du Racing, le pays était inconsolable.

Les Haïtiens, tous, fans d'un jour, ou mordus d'un soir, connaisseurs de football ou pas, étaient inconsolables. Dans tous les foyers, sur les galeries, les familles, agglutinées, n'en croyaient pas leurs oreilles, eux accrochés à leur transistor, longtemps avant le coup d'envoi, pour attendre et suivre la retransmission en direct (la deuxième fois de l'histoire du pays que les Haïtiens avaient suivi un match de football en direct), tous, accrochés et écoutant religieusement la voix magistrale, imposante et savante du seul commentateur de football de l'époque, Jean Claude Sanon, depuis Kingston, but de Mariona ... les services d'informations n'étaient pas organisés, à l'époque, en 1969, mais le télédiol rapporta des scènes de folies, d'Haïtiens brisant leur appareil de radio, sous le choc de la terrible déception de l'élimination, lors de l'ultime marche menant à Mexico 1970. Une équipe, qui serait alors éternelle: Henri Francillon, René Argélus, Claudel Legros, Ernst Ducoste, Formose Gilles, Guy François, Philippe Vorbe, Jean Claude Désir, Joseph Obas, Claude Barthélémy, Guy Sainvil, Reynold Saint-Surin...

Inutile de noter que la saison 69-70 fut un désastre, et on signala même qu'un match Racing-Violette attira seulement 79 spectateurs. Le Mundial, que l'on suivait par flash de l'AFP, intéressait seulement quelques mordus amoureux du football brésilien, depuis son succès en Coupe du monde-1958, certains jurant qu'ils ne se rendraient plus au Stade. À l'époque, où les saisons de football se déroulaient d'octobre à juin, il est vrai que pris dans la folie du Mundial. Depuis le titre du Violette, en 1968, en Coupe Pradel, on oublia tout agenda national pour mettre le paquet sur Mexico-70.

### 1971 : L'espoir renaît pour le football

À l'orée de l'année 1971, l'espoir refit surface. La FHF essaya une nouvelle formule de compétition. L'idée est de sortir du confort dans lequel se trouvaient les huit (8) clubs inamovibles, qui disputaient la Coupe Pradel. Des équipes toujours assurées d'être en

Division nationale et, de fait, ne s'investissant pas assez, ou pas du tout, étant toujours assurées. Quelles que soient leur performances, chaque saison d'être toujours en Coupe Pradel, donc dans l'élite du football. La FHFA décida donc de constituer une division A avec six (6) clubs seulement et aussi une Division B établissant les divisions à partir des résultats de la dernière saison, ce que contesta le Victory, estimant que la D1 devait se baser sur les résultats de plusieurs saisons.

Les championnats n'avaient pas de protocole écrit, en ces temps-là; ce qui créa un bras de fer entre la FHFA, présidée lors par un victoriste (le colonel Claude Raymond), à l'époque, et le staff du Victory DC. Ainsi, il fut décidé de retenir les quatre premiers classés de l'édition précédente et les 4 classés restants, moins bien classés de l'édition précédente disputant un barrage à quatre pour retenir les deux (2) autres, qui compléteraient le tableau de six (6) de la Division A. Les restants se joindraient à des équipes de ligue pour constituer une Division B. Le Victory, furieux, décida tout simplement de se retirer de toute compétition, donc de ne pas jouer les barrages; de fait, les barrages ne devenant plus nécessaires ce sont donc six équipes qui prirent le départ de la compétition 1971, qui sera l'une des plus mémorables et animées de l'histoire. Grâce à une jeune et exceptionnelle formation du Don bosco, avec un changement de dénomination pour passer, du nom de Stade Don Bosco de Port au Prince à Don Bosco de Pétion-Ville, résultat du transfert de son fondateur, le père salésien d'origine hollandaise, le Révérend Père Jacques Dljebbels, qui avait été transféré du siège des Salésiens, à la Saline, à la paroisse de Pétion-Ville, et qui s'en alla avec le club à Pétion-Ville.

Cette nouvelle équipe pétionvilloise, entraînée par un exceptionnel meneur d'hommes, l'ex gardien international Roland Lacossade, équipe habituée au milieu du classement, les « jaunes et rouges » de la Saline, devenus « jaune et noirs », aux couleurs de leur nouvelle ville-siège, Pétion Ville, fit souffler un vent de renouveau, un tonnerre sur la Coupe Pradel, avec une jeune équipe emmenée par une nouvelle terreur des surfaces. Emmanuel Sanon, bien épaulé par d'autres jeunes remarquables, d'abord Paul Jacques, un gardien volant dans les buts, l'élégant Wilfrid Louis, à droite de la défense, chef de défense, le solide et dur sur l'homme, Jeannot Paul, trop tôt perdu pour le jeu, la faute à une fracture de jambes, lors d'un entraînement de l'Équipe

nationale, capitaine et chef de défense. À ses côtés. Georges Édouard, « long couteau» (médecin déjà) ou Frantz Anacron proche de lui, à gauche de la défense, des néo-Pétionvillois, Clarel Auguste, comme arrière gauche, l'élégant Pierre André Mirville (« Mitou »), Guy Larosilière, Roosevelt « Roro » Jean. Les trois, au milieu et devant Reynald Devilmé, transfuge du Victory, forfait, à droite, et Ertzling Domingue, à gauche, et, bien sûr, Emmanuel Sanon, à la pointe de l'attaque. Cet ensemble, très jeune, enthousiaste, fit souffler un vent exceptionnel sur le Stade national, d'autant qu'il n'était nullement favori face à une armada du Violette qui, en plus de ses étoiles habituelles, Philipe Vorbe, Guy François, Ernest Jean Joseph, Pierre Bayonne, bénéficiait du forfait du Victory pour la saison avec deux poids lourds, Formose Gilles et Henri Francillon, mais aussi d'un transfuge du Racing Club, l'ailier gauche international Roger Saint-Vil, un VAC, vrai Dream Team qu'un Don Bosco, euphorique, dominait au terme des quatre (4) tours de ce championnat à six (6) clubs de 1971.

Parallèlement, la recons-

truction de l'équipe nationale, dans l'idée de se racheter du douloureux échec de Mexico 70, était en bonne voie. L'entraîneur national, Antoine Tassy, « Zoupim » réussit son opération de renouveau en construisant une nouvelle Sélection nationale autour des désormais expérimentés Philippe Vorbe, Henri Francillon, Wilner Nazaire, Arsène Auguste, Jean Claude « Tom Pouce» Désir, Guy François, Guy Sainvil, Claude Barthélémy intégrant des jeunes déjà dans l'antichambre, en 1970, Emmanuel Sanon, Pierre Bayonne, Wilner Piquant, Eddy Antoine, avec les lieutenants de toujours, Fritz Léandre, Mario Léandre, Fritz André, mais ayant confirmé leur montée en force à travers le championnat interscolaire 1970, pris en charge et très soutenu par l'État, à travers une commission présidentielle de haut niveau, dans l'idée de concrétiser les promesses du gouvernement de dénicher de jeunes joueurs dans ce projet «Premye so pa so ... nou pral Munich an 1974 », que symbolisa une chanson populaire de Radio Métropole (« Si gen 4 an nou pa te bon nan fen pwolongasyon ... Ane sa a nou pral à Munich »....), année qui connut un succès populaire par la quantité de jeunes joueurs qui émergèrent dans cette compétition passionnante, et les buts les uns plus spectaculaires que les autres. La nouvelle Équipe nationale fit d'ailleurs des débuts réussis, à la

Suite en page 5



Suite de la page 4

Haïti.



C'est donc une année 1971 pleine d'espoirs avec le renouveau qui s'annonce et aussi un timide retour au stade que le football féminin allait surgir comme dans un conte de fées, avec ce match insolite au parc Sainte Thérèse de Pétion-Ville, le 19 décembre 1971. Rien ne laissait présager que l'événement serait historique, puisque jamais dans le passé, à part une exhibition de deux équipes de femmes costaricanes réalisée comme un spectacle de cirque, en 1958, et dont on ne se souvient plus grandchose, on n'avait jamais vu de femme taper dans un ballon en

### Et le football féminin est né

En effet, au début du trimestre 1971, Phèdre Georges, exceptionnel volleyeur éclos, dans les équipes de Saint Louis de Gonzague, muta au Collège canadohaïtien et déjà vedette patentée de ce sport, sportif complet, avec de grandes qualités en football, mais aussi excellent en course de vitesse. Phèdre a de qui tenir, puisque, mis à part la grande sœur, Sonia Georges, toute la famille est douée et aurait pu faire du chemin dans beaucoup de disciplines sportives, l'aîné Ronald Georges, médecin de son état, a été bon footballeur; le frère aîné, l'ingénieur Clivans Georges, a été un excellent joueur de foot au Victory, avant d'être happé par les études, à la Faculté des sciences; Jacqueline Georges, elle aussi représentait l'école Caroline Chauveau du temps des compétitions sportives interscolaire/ d'athlétisme au Centre Vincent, à la rue Romain et, par la suite, le Lycée de jeunes filles avant d'effectuer une courte carrière de

footballeuse aux Tigresses a ses débuts; mentionnons Aussi le frère jumeau de Phèdre, Garry Georges, lui aussi athlète complet, bon footballeur, et surtout très bon joueur de volley-ball, c'est donc le benjamin des frères Georges, Phèdre, entraîneur de l'Équipe féminine de volley du Canado, qui constata l'engouement des volleyeuses qu'il entraînait, à cette institution, à taper aux pieds dans le ballon, après les séances de volley, qui fit part aux nombreux amis se réussissant à longueur de journée chez les Georges, à l'angle des avenues Chrétien et Poupelard, pour des débats enflammés de sports. C'est là, dans cette «BAZ», toujours animée, que germa et prit corps le projet de ce « match» de football devenu historique avec le temps.

Tous les ingrédients étaient réunis pour l'événement, car chez les Georges quotidiennement deux des journalistes les plus influents de l'époque, Jean Claude Sanon, du journal le *Nouveau Monde* et Yves Jean-Bart, étudiant en médecine, luimême rédacteur sportif du journal *Le Nouvelliste*, les deux

jeunes animant en tandem des émissions sportives biquotidiennes, très écoutées sur une des stations a forte écoute de l'époque, Radio Nouveau Monde, RNM, et se joignaient à eux le jeune journaliste Grégoire Eugène (Gréguy) travaillant au quotidien Le Matin. D'autres chroniqueurs sportifs de Radio Métropole, tels que Gilbert Fombrun, Robert Fatton, prirent à cœur cet événement. Tous firent une promotion monstre. Toute cette équipe fit un tollé autour de l'événement, Port-au-Prince fut donc emballée dans le déroulement de l'événement du 19 décembre 1971. Alors, Phèdre, volleyeur vedette, réussit à intéresser beaucoup de volleyeuses au projet de démonstration de quelques filles dans ce match, sans vraiment aucune projection dans le futur. À cette époque, les seules femmes vraiment sportives étaient, il est vrai, des joueuses de volley-ball.

L'idée prit corps et avec d'autres sportifs habitant le quartier, comme Édouard Jean-Baptiste, joueur de l'ASC, puis du Violette, Coutard, Gérald Laroche, lui aussi, bon joueur de foot, et le projet connut une formidable impulsion.

Il faudra aussi souligner que les deux directions des écoles concernées, deux écoles congréganistes, ne firent aucune objection, lors de l'annonce et de la promotion sportive faite autour de cette rencontre inédite : Institution du Sacré=Cœur Vs Collège Canado-Haïtien

Le rendez-vous allait connaître un succès monstre, avec une foule dont beaucoup de personnes visitèrent le parc Saine Thérèse, en ce 19 décembre 1971 pour la première fois de leur vie.

Ce rendez-vous donna une vitalité nouvelle au parc Sainte Thé6rèse de Pétion-Ville, que dirigeait, à l'époque, le révérend Père Jacques Djebbels, fondateur du Don Bosco, dont on verra le rôle majeur dans l'épanouissement du football féminin, en acceptant d'y abriter l'organisation des premiers matches de football féminin, ce qui l'aida à trouver les moyens pour construire les tribunes du Parc à l'époque.

La semaine prochaine : La journée historique du 9 décembre 1971.

### Myrtha Désulmé addresses the UN Security Council

On October 15, at the behest of African and Caribbean countries, the UN Security Council had an Ariastyle meeting to discuss Haiti. That was a show of solidarity of our African brothers and sisters with the land they consider a trailblazer, for having been first to defeat the Her Excellency, Madam Ambassador Permanent Representative of Saint Vincent and the Grenadines Rhonda King, thank you for the invitation to this Arria formula meeting of the Security Council on my country, Haiti. His Excellency Martin Kimani, Chair and Permanent Representative of Kenya. Excellencies, Ladies and Gentlemen, greetings *All. Thank you to the A3+1 for* convening this meeting. A very special thank you to Prime Minister Dr the Honourable Ralph Gonsalves, whose indefatigable dedication to the cause of the Haitian People has been the driving force behind this noble

I have chosen to respond to the question posed in your concept note asking for ideas on how to support and strengthen the United Nations Integrated Office in Haiti known as BINUH, to be more effective, more adaptable to the circumstances in the country, and able to achieve solutions for Haiti.

Haiti is a founding member of the UN, who actually facilitated the independence of many African countries. The relationship of enslavers of our race. Yet, today, Haiti is nicknamed "the poorest nation of the Western Hemisphere," undergoing a multifaceted crisis,

Thus, this meeting of the United Nations Security Council, allowing voices of individuals who aren't necessarily U.N. diplomats to be heard the UN with this member State should be urgently re-crafted into a respectful partnership which truly lives up to its mandate of supporting the long-term development objectives of Haiti under the leadership of national authorities. The UN mission purports to strengthen political stability, good governance, and the rule of law. But what we have seen in the last 17 years of UN control is that Haiti has become a failed State, laboring under institutional collapse; a dictatorship ruled by gang leaders who have become warlords, once praised by UN officials; internally displaced populations, fleeing massacres and mayhem; the first assassination of a Head of State in the hemisphere in the last 50 years, and a relentless surge of refugees who daily undertake the suicidal trek in a desperate bid to find any kind of life for their children, anywhere, only to be met with the utmost brutality by the very hegemonic powers who have rendered their country unlivable. We incidentally ask for international solidarity with these refugees, and a stop to the massive inhumane deportations.

in this international forum. And Myrtha Désulmé, President of the Haiti-Jamaica Society, a Jamaican of Haitian ancestry, spoke eloquently about the land that her late father, Senator Thomas Désulmé, had to flee in the late 1950s when François "Papa Doc" Duvalier, turning Haiti

The fundamental problem of Haiti is that the Vienna Convention does not seem to apply to her. Foreign interference in Haiti's affairs, including the forcing and rigging of elections, support for corrupt governments, and turning a blind eye to authoritarianism, have become par for the course. BINUH could be most effective by supporting the efforts of Civil Society for an inclusive national inter-Haitian dialogue, which empowers the Haitian people to regain their sovereignty. As your concept note rightly states, Haitians have shown that they are capable of taking ownership of their challenges. The Commission for a Haitian Solution to the Crisis, through dint of hard work and diligent, far-flung national consultations, has gathered the greatest number of civil society and political actors in its march towards the establishment of a 2-year provisional government, which will stabilize the sociopolitical climate, rebuild Haiti's institutions, organize a national conference, and create the conditions conducive to holding genuinely free, fair, transparent, credible, and democratic elecinto hell on earth, caused Haiti's brain drain. The loss of Haiti became the gain of Jamaica, as the Désulmé family made a name for themselves in that sister country, starting with their Thermoplastics Company which served Caribbean nations other than Jamaica with major heavy

tions, reflecting the true will of the Haitian people. Competent, patriotic, leaders of integrity, who will not provoke more protests and instability, will be elected to work for the advancement of the Haitian people. The Commission stands for what the UN used to stand for in its halcyon days, when it was founded to protect and promote human rights, peace, and stability. We urge the UN to return to this path of righteousness, which will not only exalt the Haitian people, but help to restore the UN to its hallowed status as the foremost defender of human dignity.

It is most fitting that this meeting seeks pan-African solutions and pathways, because this struggle is not just about Haiti. In this UN Decade dedicated to People of African Descent, when 34 countries boycotted the commemoration of the Durban declaration against racism, we have come to see that the pan-African struggle for the right to self-determination and human dignity is a global one, and Haiti is just the crucible. Haiti is at the heart of the nexus between Africa and the New World, and this epic battle

plastic tubing carrying water to homes and fields.

With our apologies for the delay, we proudly publish the address of Myrtha Désulmé, at the virtual conference, for both our anglophone and francophone readers.

for true emancipation can only be won through the reunification of Africa with her children. Though Haiti's case is most extreme, all African and Caribbean nations have the shared experience of colonial and neo-colonial violence, failed, bankrupt and destructive policy impositions, which have wreaked havoc on their economies, displaced their citizens, dispossessed them of their land, causing untold suffering, artificial famine, and countless natural and man-made disasters. We ask CARICOM, the African Union, and all wellthinking nations, to be our Allies in this life and death struggle for the survival of a martyred nation, whose only sin is that she dared to be free, thereby bequeathing so much to the world by literally inventing the rights of Man, pioneering the cycles of emancipation and decolonization, and spreading freedom and inspiration far beyond her borders.

Thank you







# Kreyòl-

#### **GRENN PWONMENNEN**

### Sitiyasyon Ayiti a pi grav chak jou, men jouk kibò sa prale?

Lè bandi legal pa respekte lekòl « Sœurs de Bourdon », nan mitan Pòtoprens, gwo lajounen epi yo monte « Montagne Noire », nan aswè, nou rive kote nou te prale a. Jan yo di pawòl la, se tout mounn ki jwenn!

Samdi, 30 oktòb la, zam marye nan lekòl « *Sœurs Bourdon* » yo, sou rout Boudon ri ki sot Pòtoprens monte Petyon-Vil la. Se pa nenpòt ki lekòl layk dis lay dat. Se lekòl ki gen gwo repitasyon, kote bagay konsa pa ta fèt pou rive. Nouvèl la blayi sou rezo sosyo epi jounal Le Nouvelliste gentan pibliye gen « 4 mounn

Jan nou wè 1 la, « Sœur supérieure » a ap bat pou mounn yo pa panike. Men kanmenm, kout zam te pati vre, mounn mouri e mounn blese. Okontrè, si nenpôt « ma bonne mère », menm « Sœur su*périeure* » pa t kache youn kote lè zam t ap chante nan zòn nan, yo menm tou yo te ka ale nan peyi

Menm jou swa samdi a, vè 8è, youn gwoup bandi legal debake Montagne Noire, nan zòn gwo boujwa, sou anlè Petyon-Vil la, pou vin kidnape 2 jèn mounn, mari ak madanm : Keda ak Delbert Alphonse Israël. Yo konnen



Youn elev Kolej Sen Lwi ki blese nan atak la y ap mennen lopital.

blese, 2 paran pami yo, youn elèv ak nèg ki anchaj sekirite a tou ».

Pou kalme sitiyasyon an, « Sœur supérieure » lekòl la met youn deklarasyon ofisyèl deyò, pou l di li pa vle mounn depann de « *yo di* ». Selon deklarasyon 1 nan, se youn paran ki te sot pran youn lajan labank ki t ap vin chache ti mounn lekòl la ke bandi yo pousuiv epi paran an mouri, youn elèv ak sekirite a pran bal, yo mennen yo lopital. Pinga mounn poste foto anyen epi bay nouvèl san verifye, sitou pa depann de sa « yo di », paske gen danje lè n ap repete sa n pa wè, osnon sa n pa konnen.

mesye a, ki gen sèlman 30 an, k ap travay kòm distribitè pou youn konpayi pwodui fanmasi. Kivedi yo konnen 1 gen lajan. Pandan nou t ap ekri atik la nan dimanch swa, pa t ko gen nouvèl sou konbyen lajan bandi yo mande pou lage mounn yo.

Sa kòmanse pran youn lòt dimansyon lè zòn boujwa yo pa egzan. Sa fè n sonje sa prezidan Aristid te di lè li t ap lage chimè dèyè boujwa yo : « Lè beton an cho anba pye nou, epi zafè n pa bon, leve je nou anlè, al ba yo sa yo merite ». Vwala ke nou wè Jimmy Chérizier, ke n konnen sou non Babekyou (Barbecue) ka

460 Peninsula Blvd. Hempstead, New York 11550 516-489-5925 CLOSED ON MONDAYS Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm Friday 10:00 am - 10:00 pm Saturday 10:00 am - 10:00 pm Sunday 10:00 am - 5:00 pm

p di, se bann mounn sa yo, ki vin nan peyi a ki fin rich sou do malere ki kòz lamizè blayi toupatou. Larivyè avèti pa touye kokobe!

Haïti-Observateur

Lè swa-dizan otorite ann Ayiti pa konn sa pou yo fè pou kontwotande!

Jan nou wè 1 la, afè gang, ansasen, bandi legal, y ap opere nan peyi a depi kèk tan, ak benedisyon gwo chèf yo, tankou prezidan. Epi n oblije mande kijan sa



Prezidan Biden ak Pap Franswa nan Vatikan.

rezo sosyo yo pou anpeche gang yo opere sou rezo sosyo yo. Se konsa konmisè gouvènman nan Pòtoprens la, Louis Juste, te ekri mounn ki anchaj konpayi ki gen rezo sosyo yo, tankou YouTube, Facebook, WhatsApp, Twitter, *Instagram*, pou mande yo bloke G-9, kivedi *Babekyou*, *Robert* Dorisca ak voun sitwaven kanadyen ki rele John Busta, paske se tèworis vo ve, gen manda arestasvon pou vo. Konmisè Louis Juste te ekri lèt li a le 20 oktòb, nouvèl la te pran lari 28 oktòb, epi vandredi, 29 oktòb la, li transfere Mibalè. Se ansyen konmisè gouvènman nan menm pòs la, Jacques Lafontant, ki vin ranpla-

Gen mounn ki di se pa pou lèt la, Premye minis la ranplase Louis Juste, ki panko menm gen 2 mwa nan pòs la, men se akòz sa k pase nan biwo jij Gary Orélien nan lasware 27 oktòb pou louvri sou 28. Mounn yo pa rive idantifye kase biwo jij la, yo rantre pou vòlò dokiman. Byen ke Bernard Saint-Vil, ki se dwayen Tribinal la, di, selon premye egzamen, yo pa pèdi okenn dokiman enpòtan, mounn pa kwè.

Se pa premye fwa yo kase rantre nan biwo jij k ap fè envestigasyon sou dosye enpòtan sa yo. Nan lasware 19 al 20 oktòb, bandi te kase rantre nan biwo jij ki te anchaj dosye Monferrier Dorval la epi yo te pati ak youn bann dokiman. Kòm nou konnen Mèt Dorval se avoka ki te prezidan Bawo avoka nan Pòtoprens, ke yo te ansasinen bò lakay prezidan de fakto a, nan dat 28 août (dawou) lane pase. Bagay ki te pi dwòl nan ansasinay sa a, se lè Jovnèl te di nan televizyon, avaoka a mouri a 10 zè 15 nan aswè, epi madanm ni (Martine) te montre 1 video a « 3 minit apre sa ». Epi jouk kounnye a Martine panko janm parèt devan ki ke se swa pou reponn okenn kesyon sou sa 1 konnen sou ansasinay sa a. Pawòl « la loi est une pour tous » la pa ka aplike kont Madan prezidan, menm si 1 mouri. Ala kote w

le gang, yo mande konpayi ki gen ye ant Premye minis ki la a ak gang yo k ap opere pi fasil toujou pase jan sa t ap fèt oparavan. Byen ke nou te tande Premye minis la, nan diskou samdi swa l la, te di li pa nan danse kole ak gang, ki fèt pou dechouke, nou pa ka kwè l. Paske se menm refren an n ap tande depi se li sèl ki chèf, kòm yo di an franse « le seul coq qui chante dans la bassecour! »

> Men jan sa prale a, sanble kafe Ariel Henry koule ak ma. Nan dimanch, 31 oktòb la, tout òganizasyon ki te siyen « Accord du 11 septembre 2021 » an, mande pou Premye minis la mete youn fren nan kesyon ensekirite k



gouvenman Ansyen konmise Frants Louis Juste

ap vale tèren. Sitiyasyon an mande chanjman kabinè epi youn nouvo Konsèy elektoral. Se sa Maxo Dorvil, ki se koòdonatè jeneral òganizasyon ki rele Mouvman pou valè inite ak volonte (MOVID) di. Gen twòp trennen pye depi akò a te siyen, nan dat 11 septanm nan rive jouk

kounnye a. Nouvo gouvènman te fèt pou an fonksyon prese prese, nan youn semèn. Nad marinad!

Mesye Dorvil mande tou pou nouvo chèf polis la, Frantz Elbé, debouye 1 byen vit pou 1 vini ak youn plan byen prepare pou pèmèt Polis la rantre ann aksyon pou netwaye peyi a k ap sibi anba gang. Nou pa konn konbyen tan ankò y ap tann pou Premye minis la ak nouvo chèf Polis la aji jan yo mande l la, anvan yo pran lòt dispozisyon. Men sa pa bèl pou mesye chèf yo. Pi ta pi tris!

Sitiyasyon Ayiti a te nan priyè espesyal Pap Francis dimanch lan, 31 oktòb la. Li te di : « M ap panse sou pèp Ayiti k ap viv nan kondisyon ki pa bon ditou. M ap mande pou chèf nan lòt peyi yo ede peyi sa a, pa kite l pou k oldo l ». Epi pou fidèl yo ki t ap tande l yo, li te di : « Nou tout, m ap mande nou, lè n tounen lakay nou, chache pou n jwenn nouvèl sou Ayiti, epi priye, priye anpil pou peyi sa a. Mwen t ap suiv pwogram 'Sua Imagine' (Selon Imaj Li), kijan misyonnè Od Camilian, ann Ayiti,



Nouvo direkte Polis la Frants

Pè Massimo Miraglio, t ap temwaye, bagay li t ap di alega soufrans pèp la, tout malsite y ap sibi, ki jan peyi a tèt anba, e kijan mounn yo abandonen. Non, nou pa ka abandonen yo! »

Asireman, se youn mesaj degize li t ap voye bay prezidan ameriken an, Joseph « Joe" Biden, ki te nan youn tèt a tèt avè 1 lavèy, nan Vatikan an, kapital tout katolik nan lemonn, diran 90 minit. Mwen pa gen okenn dout ke dosye Ayiti a te mansyonnen nan reyinyon prive prezidan ameriken an te genyen ak Pap la. Antan ke bonjan katolik, dezyèm prezidan kataolik ameriken apre John F. Kennedy, pawòl ki sot nan bouch

Ale nan paj 14

#### DE BROSSE & STUDLEY, LLP

#### Richard A. De Brosse **Attorney at Law**

ACCIDENTS \* REAL ESTATE MAL-**PRACTICE** 

182-38 Hillside Avenue (**Suite 103**) Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com



# HAPPENINGS!

Continued from page 1

down, for lack of fuel for generators that provide electricity to operate everything in the facilities. While some reports mention that some gas stations around Port-au-Prince got some fuel this past weekend, it was also reported, on Monday, that the drivers of tree fuel tanker-trucks were kidnapped at Martissant, the suburb at the southern entrance to the capital, under gang control since last June 1<sup>St</sup>. The products of the tanker-trucks have been diverted. no doubt to be sold on the black market at exorbitant prices.

In historic Milot, not far from Cap-Haitian, in the North, the Sacred Heart Hospital that attends to thousands in the area, was attacked by armed bandits who set it afire, putting the facility out of business, especially to deprive wounded members of a rival gang from getting urgent medical help.

On Sunday, October 31, the news of the assassination of eminent University Professor Patrice Derenoncourt was a national shock. He had been kidnapped since October 16. In a statement, Monday, November 1<sup>St</sup>, the Office of Protection of the Citizens (OPC), expressed "indignation" and "a feeling of revolt at this crime against humanity." While presenting sympathies to the academic community, the OPC called for "justice for the professor." But who would do him "justice" while justice for the slain President Jovenel Moïse since July 7 is marking time?

Meanwhile, still holding world attention is the kidnapping, on October 16, of the 17 missionaries, including 16 Americans and one Canadian, five children among them, with the youngest being eight months old. From his turf in the Croix-des-Bouquets area, less than 15 miles from the capital of Port-au-Prince, here was an unmasked, *Lanmò San-jou* (Unexpected Death), the leader of the fierce "400 Ma-

wozo" gang holding the missionaries, asking \$17 million for their release. Publicly, he threatened to "execute" them, if his demand is not met. By the way, there's no more secret about who is *Lanmò Sanjou*, whose real name is Wilson Joseph, no relative of mi-

alarmed many, including the president of the United States, according to National Security adviser Jake Sullivan in a press briefing, October 26. He said he provides a daily "update" to the Head of State about the kidnapped Americans. And President Bi-



Michel Martelly, at right, and Laurent Lamothe, never left the diplomatic game.

ne, Joseph being like Smith, Brown or Jones in Haiti.

The cases mentioned above are just a sample of the mayhem in Haiti where even the Prime Minister, supposedly head of government, can't move unimpeded in the country, on account of gang activities. That same Thursday, October 21, that Lanmò Sanjou made his threat about the kidnpped missionaries, he also threatened, by name, Prime Minister Ariel Henry and Léon Charles, the Director General of the Haitian National Police (PN-H), saying they made him shed "tears of water," but he would soon make them shed "tears of blood."

That afternoon, a humiliated Mr. Charles resigned as police chief and reclaimed his diplomatic post as Ambassador to the Organization of American States, in Washington, far away from the killing field that Haiti has become under his leadership and under the watch of the CORE Group of Western diplomats in Port-au-Prince.

Such a situation in Haiti has

den is said to be greatly concerned, especially about the children in the hands of the ban-

He also said that the three FBI agents who were sent to Haiti soon after the news of the kidnapping on October 16, have been reinforced with the deployment of "a significant number of law enforcement specialists and hostage recovery specialists to work closely both with [unnamed] ministry, the families, and the Haitian government to try to coordinate and organize a recovery."

Since then, nothing is said about U.S. warships offshore in sight of Haiti. Last Sunday night (October 31), a Haitian citizen, providing no name, issued a voice-mail on social media in which he alerts citizens of the Croix-des-Bouquets area, the domain of the "400 Mawozo," to take all precautionary measures because an attack is imminent in the area by U.S. troops on the warships off Haiti's shores.

Meanwhile, the Dominican authorities have massed troops on the border between the two countries. In a video, showing massive troop deployment, a high-ranking Dominican officer, giving no name, asserted that the troops are in place "from Pedernales [in the south] to Monte Christi" [in the north]. Their mission is "to protect the Dominican Republic from intrusion" from Haiti, he added. He probably means from bandits fleeing Haiti to escape a U.S. invasion, they will be detained at the border. Those who are fearful of a Dominican invasion of Haiti should worry about something else.

We're convinced that imminent action is in the works.

Otherwise, why would Dominican President Luis Abinader cancel his trip to the United Nations Climate Change Conference (COP26) in Glasgow, England, which started on October 31 and lasting till November 12? In doing so, he evoked the situation in Haiti. In other words, he wants to be available for last minute decisions on operations that would take place in Haiti, requiring his cooperation. After all, previously he said his intelligence services know where all the gang leaders are.

The Haitian crisis is such that on Sunday (October 31,) Pope Francis made a point to include Haiti in his public prayers that day. He called on other nations not to abandon Haiti and asked parishioners at the special mass that day to "pray, pray for Haiti." Here in the words of the Pope: "I ask the authorities of various nations to help this country, and not leave them alone. . . . Let us not abandon them."

Was the Pope publicly reinforcing the message he delivered to President Biden during their meeting last Friday, October 29? As reported, during his visit in Rome to attend a G-20 conference before heading to UN COP-26, President Biden had a 90minute semi-summit with the Pope. Certainly, the Haiti crisis was discussed, especially since Catholic institutions have not been spared from gang attacks, as exemplified by the kidnapping last April of a group of Catholic priests and laypeople, held for more than two weeks before they were released, following a ransom payment.

Did Mr. Biden promise the Pope that he would not abandon Haiti, that in fact he was about to do something spectacular to stop the descent of the country into total anarchy? Did President Biden also discuss the Haiti crisis with the leaders of the G-20 at their meeting in Rome? Since he assumed power last January 20, the American Head of State has

been engrossed in problems far away, such as in Afghanistan, He had no time for Haiti, only 800 miles from Florida's shores. But in September, when the Haitian crisis reached the U.S. border at Del Rio, Texas, he reacted "inhumanely" by instituting an air bridge, deporting some 10,000 would-be Haitian refugees to the hell that Haiti has become, under the watch of the international community, with its various missions in the country since 2004.

Now that the Haiti crisis has exploded into a hemispheric headache, with worldwide repercussions, muscular action is called for, no matter what some supernationalists think. Dialogue can't be engaged with bandits, who only respect superior force that the Haitian National Police is not. As the Creole proverb aptly states, "Se ak fe yo koupe fe!" (Only iron can cuts iron!)

#### **BRIEFLY**

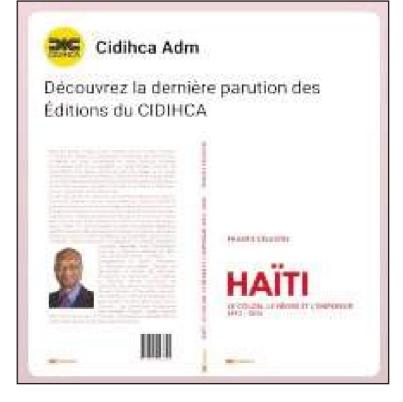
\*Another call for U.S. intervention by the Washington Post. The Editorial Board of the venerable daily in the U.S. capital issued another scathing editorial on Sunday, October 31, in which is described the situation in language having some similarity with our analysis above. They state that the current chaos requires strong action. "To oppose intervention is to be complicit in the resulting chaos and suffering" in Haiti, states the editorial.

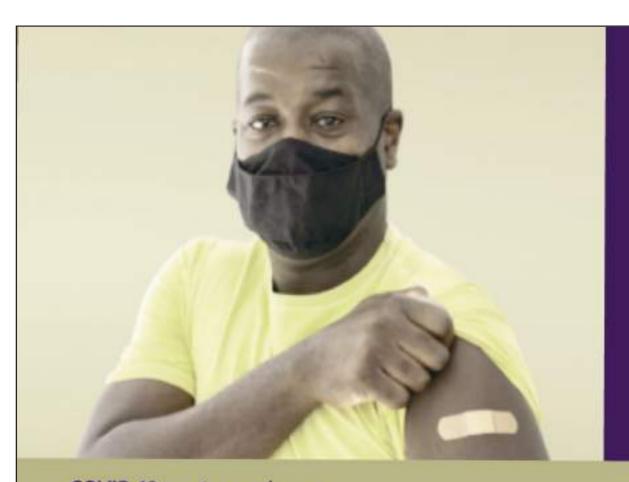
To back their position, the editors of the Post describe the situation in stark terms, blaming Jovenel Moïse and his assassination for the current state of affairs. Read on: "The outlines of the current chaos were predictable following the assassination of President Jovenel Moïse in July. He presided over a hollowingout of already feeble institutions and relied on gangs as enforcers. His death triggered a collapse in what passed for order and governmental authority. Today, no one is in charge—except for vio-

Continued on page 14



Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MICH NORE!





Move moman pou lagrip. Bon moman pou vaksen kont lagrip.

COVID-19 montre nou ke nou tout bezwen pwoteksyon. Yon vaksen kont lagrip ede pwoteje ou ak fanmi ou.

Sitou:

Timoun ki gen mwens pase 5 an Si ou gen plis pase 65 an

Si ou ansent oswa petèt ansent Si ou gen lôt pwoblèm medikal

Pou plis enfòmasyon ak pou jwenn yon kote pou pran vaksen kont lagrip ou a, ale sou nyc.gov/flu oswa rele 311.



### **NÉCROLOGIE**

### En mémoire de Mme Gladys Arbouet Gaetjens

Nous avons appris avec beaucoup de peine, le décès de Mme Gladys Gaetgens, née Arbouet, survenu à Port-au-Prince, Haïti, le 6 octobre 2021, à l'âge de 72 ans. Elle était née à Petit-Goâve, le 19 avril 1949.

La défunte laisse dans le deuil ses enfants, Daniel (Kanda), Priscilla, Joshua, Zilpa Mecklembourg et Jéremy Gaetjens. Ainsi que ses petits-enfants : Nicolaï, Daniella, Valentino et Ornella. Aussi bien que sa sœur, Claudette A. Owens et ses frères Eddy, Jean et Rémus Arbouet. Sans oublier ses nombreux cousins, cousines et ses innombrables alliés dans le monde évangélique et éducationnel. Elle était précédée dans l'au-delà par ses père et mère, l'évêque Rémus Arbouet et Mme, née Jamine Moyse, en sus de ses défunts sœur Esther et frère Lesly.

Gladys Arbouet était une femme à vocation multiple. Ses études secondaires terminées, en Haïti, elle partit pour les États-

Unis, ayant élu domicile dans

l'état de Californie, sa résidence durant plusieurs années. Elle y a étudié la profession d'infirmière avant de rencontrer et d'épouser un ami de ses frères, Caleb Leys, décédé. De cette union, naquirent deux enfants, Joseph et Jamine, qui est également décédée.

Après quelques années de résidence en Californie, Mme Arbouet décida de retourner en Haïti où elle a rencontré et épousé Roland Mecklembourg, un mariage dont est issu quatre enfants: Daniel (Kanda), Priscilla, Joshua et Zilpa, ces derniers ont eu au total quatre enfants: Nicolaï, Daniella, Valentino, et Ornella.

De nouveau veuve, Gladys Arbouet Mecklenbourg a rencontré Henri-Robert Gaetjens, qu'il a épousé, et l'a survécu. Un autre fils est né de cette dernière union, Jérémy Gaetjens.

Après la mort de son père, Bishop Rémus Arbouet, pendant les deux années qui ont suivi, elle jouissait du rôle de surintendante générale, en Haïti, de l'œuvre des Églises de Dieu Eben-Ezer d'Haïti, assumant le rôle d'assistante du nouveau surintendant, son époux, le pasteur Henri-Robert Gaetjens.

En 1982, elle a étudié au Rhema International Bible College, situé à Fonfrède (Christ Village), non loin de la ville des Cayes, dans le Sud d'Haïti. Diplômée, elle est ordonnée ministre évangélique, consacrant sa vie à former des jeunes des deux sexes, à la parole de Dieu. Son œuvre évangélique a fait d'elle la cofondatrice de l'Unité dans les ministères du Christ, dont la première réunion s'était déroulée sous une tente, une occasion au cours de laquelle des centaines de personnes ont été amenées à accepter le Christ comme leur sauveur personnel. La même année, elle a aidé à fonder une église à la ville des Cayes, dotée d'un programme prescolaire a Christ-Ville.

Ses multiples carrières ont amené Gladys Arbouet Gaetjens à fonder de nombreuses organisations, y compris nombre d'installations religieuses et scolaires, notamment, le « Ministère Tèt Kolé Nan Kris », à Canaan, situé à Montrouis, au nord de Port-au-Prince, qu'elle a dirigé pendant plus de trente ans. Dans le cadre de ce programme ont été créés une crèche, une installation médicale (Clinique Canaan), une

école et un orphelinat. Elle a développé une relation de proximité avec cette communauté, au point que s'y trouvent plus de 150 personnes qu'elle considérait comme des membres de sa famille.

Parallèlement, elle était une éducatrice certifiée par « Accelerated Christian Education» (ACE) pendant 26 ans, une institution qui lui a fourni l'occasion de former des enseignants, en sus de jouer le rôle de représentante de l'ACE en Haïti. Sous sa direction, ont été fondées dix autres écoles mixtes, anglophones/francophones, à travers Haïti, qui ont fourni l'éducation à plus de 800 enfants, aussi bien qu'à former des centaines d'hommes et de femmes qui ont, à leur tour, apporté la parole de Dieu aux autres.

Grâce à ses efforts et à son savoir-faire, elle a su fournir l'éducation au développement, à la santé, une spiritualité de protection au profit des enfants, des adolescents et des adultes, bref à toutes catégories se trouvant dans le besoin.

Après la mort de son père, Bishop Remus Arbouet, pendant les deux années qui ont suivies, elle fut la surintendante générale, en Haïti, des Églises de Dieu Eben-Ezer d'Haïti. Elle a continué à être l'assistante du nouveau surintendant, son époux, le Pasteur Henri-Robert Gaetjens, jusqu'à sa mort.

Douée d'une amabilité et d'une gentillesse naturelles, Gladys A. Gaetjens a été aussi dotée d'une énergie incomparable, en sus d'aimer les autres davantage qu'elle s'aimait elle-même, voyant et identifiant les besoins des autres avant les siens. Elle avait dédié sa vie au travail, à l'aide et à l'amour d'autrui.

Sa disparition plonge dans le deuil, ses enfants et petits-enfants, ainsi que d'autres parents, en particulier, et les familles suivantes, en général : Arbouet, Mecklembourg, Leys, Gaetjens, Moyse, Magloire, Hazel, Liauteau, Mérilus, Owens, Devesin, Celcis, Brutus, Mingo, Duncan, Alfonse, Isaac, Jocelyn, Brignole, Isaac, Cadet, Augustin, Grant, Garcia, Gilbert, Davis, Phillips, Mitchell, Ambroise, Lillavois, Bouchereau, Hérard, Hung, Williams, Valmé, Guibert.

QUE SON ÂME REPOSE EN PAIX!!





### CATASTROPHE MARITIME DANS LE SUD-EST

### Naufrage en face de Cayes-Jacmel; Plus de 100 personnes ont péri Le navire surchargé s'est heurté à un récif...

Suite de la page 1

au moins dans cette zone. Aussi aux propriétaires du navire, qui n'en n'ont point tenu compte de sa capacité.

Si les autorités maritimes locales disent avoir recensé 30 morts, des survivants prétendent que plus de 100 passagers ont perdu la vie. Selon eux, les autorités ont évalué à la baisse le nombre de victimes, afin d'éviter de soulever la colère des parents des victimes, en particulier, et le mécontentement des habitants de cette région, en général. Ceux qui ont pu regagner le rivage sains et saufs ont dénoncé, tant la négligence des autorités que l'insouciance des propriétaires du bateau l'ayant surchargé, espérant s'enrichir rapidement.

### Le bateau était surchargé

Selon le témoignage de passagers ayant pris place à bord du vaisseau, à

Anse-à-Pitre, les propriétaires du vaisseau, dénommé « Éclésias », avaient embarqué une grande quantité de marchandise d'un port dominicain non identifié. La cargaison consistait en ciment, fer, farine et d'autres produits indisponibles en Haïti. En sus des passagers qui accompagnaient leurs marchandises. Mais la rareté de gazoline avait porté de nombreux marchands à aller s'approvisionner chez les Dominicains. Telle est la raison pour laquelle il y avait de gros récipients à bord.

Parti de la République dominicain, le navire, qui disposait d'un système de navigation mixte, moteur et voile, les capitaines alternant voile et moteur, à leur gré, afin de faire économie de diesel. À Anse-à-Pitre, les propriétaires ont encore embarqué des marchandises, et encore davantage de passagers, suscitant la protestation d'autres personnes à bord se plaignant que le bateau était surchargé et qu'une telle situation

mettait la vie des gens en danger.

Le bateau a décollé d'Anse-à-Pitre, à destination de Marigot, avec un arrêt à Cayes-Jacmel pour débarquer des marchandises et des passagers.

Les témoins ont révélé qu'avant le naufrage, le bateau, qui naviguait, à ce moment, à voile, était devenu instable, mais les propriétaires n'avaient pas voulu accéder aux demandes de certains passagers pour que des marchandises soient jetées à la mer afin d'alléger un peu le navire. Il semble que, selon le témoignage des survivants, le bateau soit devenu instable, après s'être heurté contre un récif. Une tentative de le libérer d'une partie des marchandises à bord était une manœuvre trop tard venue. Il commençait à faire voie d'eau. Rapidement. La majorité des passagers jetés à la mer n'avaient aucune chance de survie, car aucun dispositif de secours n'a été lancé.

D'aucuns pensent que la condition dans lesquels voyageait ce navire ont contribué à provoquer la catastrophe. Selon toute vraisemblance, l'excès de poids à bord du bateau a grandement contribué à l'accident, rendant impossible toute tentative de sauvetage, surtout que les autorités de la SEMANAH n'étaient pas arrivées assez rapidement pour mener à bien l'opération de sauvetage. Les responsables de cette organisation et de la Croix Rouge, ainsi que de la Protection civile de Marigot ont continué les recherches, souhaitant trouver encore des survivants, après que 30 personnes eurent pu être sauvées.

Toujours selon des rescapés, le grand nombre de passagers, qui avaient pris place à bord du bateau, se justifie par le fait que la crise d'essence ne permettait pas aux camionneurs et aux propriétaires de véhicules de voyager par terre. Nombre de gens, qui étaient impatients de regagner leurs maisons, se sont engouffrés dans le navire, se souciant uniquement à rentrer chez eux.

On rapporte aussi qu'il y avait de nombreuses personnes âgées, qui n'ont pas été en mesure de nager jusqu'à terre, ou bien qui ne savaient pas nager. Il se trouvait de nombreux drums de dimensions réduites dans lesquels était transportés la gazoline, une marchandise lucrative, en ce temps de pénurie d'essence en Haïti. Ce produit importé de la République dominicaine se vend jusqu'à 1 000 gourdes/gallon.

Certains des rescapés, qui tentaient de nager en direction du rivage, ont indiqué avoir vu de nombreux passagers, qui se noyaient, alors que les secouristes tardaient à les atteindre

Les autorités de la SEMANA ont fait savoir que quatre employés de l'organisation ont été révoqués pour « *négligence* », sans donner de précision relative à la nature de la négligence. À Marigot, d'aucuns prétendent que la rareté d'essence a un impact certain sur l'efficacité de l'action de la SEMANA.

# GUERRE DIPLOMATIQUE HAÏTI-RÉPUBLIQUE DOMINICAINE Des troupes déployées sur la frontière, vigilance décrétée... Claude Joseph a mis les pieds dans le plat...

Suite de la page 1

Selon des sources proches des autorités dominicaines, les services de renseignements de ce pays ont mis en garde contre l'insécurité battant son plein en Haïti, dont les acteurs pourraient céder à la tentation d'étendre leurs opérations de l'autre « côté de la frontière ».

### L'exportation de l'insécurité redoutée en Rép. dominicaine

Dans les milieux politiquement informés, en République dominicaine, on affirme que l'État voisin suivait, depuis quelque temps, et avec beaucoup d'intérêt, l'évolution du crime en Haïti, mais surtout le phénomène du kidnapping, qui gagnait de plus en plus de terrain chaque jour. Mais c'est suite à l'enlèvement de deux ressortissants dominicains et de leur interprète haïtien, au mois d'avril de cette année, que les autorités dominicaines ont été vraiment alertées par rapport à ce crime. Aussi, fait-on savoir, les services de renseignements dominicains ont-ils été mis à contribution, afin de tenir à l'œil les malfrats haïtiens. Les rapports de ces services auraient permis de prendre connaissance des « intentions secrètes », dont on aurait découvert les idées.

Bien que les autorités de ce pays ne soient pas informées de l'heure de la mise en application de ces intentions, elles estiment que cela pourrait se faire à tout instant, et qu'il ne faudrait pas attendre d'être pris de court avant de se préparer à une telle éventualité. Le kidnapping de ces trois personnes, venues de Santo Domingo, qui ont voyagé à Port-au-Prince, a été perçu, dans les milieux gouvernementaux, en République dominicaine, comme un « signal d'alarme».

C'est donc suite à ce triple enlèvement que le président dominicain, Luis Abinader, a jugé nécessaire d'envoyer un message clair aux bandits haïtiens, les mettant en garde contre une quelconque intention de traverser en territoire dominicains. L'Armée et la Police dominicaines seront là « vous attendant » pour traiter avec eux, devait-il avertir. Mais la prise en otage des 17 missionnaires



Claude\_Joseph, un diplomate qui ne sait pas quand observer le silence.

étrangers, dont 16 Américains et un Canadien, le 16 octobre, par les gangs qui établit son fief dans la commune de Croix-des-Bouquets, sur la route qui mène à la frontière d'Haïti avec la République dominicaine, fait comprendre aux dirigeants du pays voisin que le danger est bien réel. Voilà les troupes dominicaines déployées pour parer « à toute éventualité ».

#### Ci vis pacem para bellum

Avec la mobilisation d'environ 10 000 troupes d'infanterie et héliportées sur la frontière, les Dominicains sont en mode « Ci vis pacem para bellum » (Qui veut la paix prépare la guerre). L'ajournement sin die du voyage du chef d'État dominicain en Angleterre, pour participer à la conférence sur l'environnement, pour qu'il soit, dit-il, prêt à intervenir par rapport à une quelconque urgence qui surgirait en Haïti, est plus que révélateur.

En effet, vu que les 17 missionnaires, parmi eux des enfants à bas âges, se trouvent en captivité depuis déjà plus d'une semaine, les autorités dominicaines s'imaginaient que les Américains étaient sur le point de déclencher une action. Sans être informés du jour ni de l'heures exacts de celle-ci, les responsables dominicains ont décidé qu'il était opportun d'agir, histoire d'éviter d'être pris au dépourvu par une initiative qui serait de nature à déclencher un état super urgent, en territoire dominicain. Pour les dirigeants dominicains, c'est bien le cas de dire « Ci vis pacem para bellum ».

#### Guerre diplomatique Haïti-République dominicaine

Dans la foulée de cette mobilisation de troupes, du côté dominicain de la frontière, s'est développée une guerre diplomatique entre Haïti et la République dominicaine. Le ministre haïtien des Affaires étrangères, Claude Joseph, est celui par qui « le scandale est arrivé ». Il a émis un tweet sorti de rien, qui serait basé sur des informations mal assimilées ou bien reçues de seconde main.

Se référant sans doute à un communiqué de presse émis au sujet d'une escalade de la COVID-19, en République dominicaine, il a pris l'initiative d'écrire ces phrases :



Le président dominicain Luis Abinader attend de pieds fermes les kidnappeurs en fuite.

« Suite à la mise en garde du 25/10/21 du @StateDept contre la montée de la criminalité en terre voisine, j'encourage le gouvernement dominicain et celui d'Haïti à travailler d'un commun accord pour enrayer le problème de l'insécurité sur l'île ».

Rebiffant sans doute le tweet du ministre Joseph, une autre déclaration du Département d'État, prenant le contre-pied de son texte, a fait savoir que dans le communiqué sur la COVID-19 concernant la République dominicaine, il n'est pas question de problème d'insécurité dans ce pays.

Par ces propos, le chancelier haïtien met la République dominicaine à parité avec son pays, par rapport à l'insécurité. Presque immédiatement après le tweet de Joseph, son homo-

logue dominicain a fait passer un avis annonçant le gel des visas octroyés aux étudiants haïtiens dans les universités dominicaines. Une décision qui ne fait l'unanimité, de l'autre côté de la frontière, et qui aurait déjà donné lieu à des prises de position contraires.

Les propos du ministre haïtien des Affaires étrangères a même donné lieu à des déclarations hostiles à l'égard des autorités d'Haïti. Les mots tels que « *incapables et corrompus* » sont décernés à ceux qui dirigent Haïti, sans doute en tout premier lieu Claude Joseph.

Il y a lieu de se demander si Claude Joseph avait, au préalable, informé le Premier ministre de facto de la teneur de son tweet, qui semble déclencher l'hostilité au sein de l'État voisin à l'égard des décideurs haïtiens. Un sentiment exprimé même au sein de la presse. Cela fait augurer de très mauvais moments dans les relations entre les deux pays. Il faut prévoir une vague de critiques acerbes de dirigeants haïtiens, dans la presse dominicaine, en sus des prises de position radicales de certains secteurs toujours disposés à s'en prendre à Haïti.

On se demande si, suite à cette intervention de Claude Joseph, la convivialité pourra fleurir entre les deux diplomaties. Faut-il croire qu'-Ariel Henry sera à même de remettre les pendules à l'heure avec Claude Joseph maintenu à la Chancellerie, ou même toujours présent au Cabinet ministériel ?

De toute évidence, le Dr Claude Joseph s'est définitivement mis les pieds dans le plat. Il faut donc s'attendre à l'effet boumerang.

### ÉDITORIAL

### Avec un nouveau DG à la PNH, s'amplifient les crises d'Haïti

aïti s'enfonçait déjà, depuis quelque temps, dans une crise multidimensionnelle devenue encore plus aiguë, au fil des ans, et qui prend des proportions gigantesques, depuis l'assassinat du président de facto, sous la houlette d'un Premier ministre de fait aggravant davantage la situation. Mais il vient s'ajouter une nouvelle couche d'instabilité, avec la nomination d'un nouveau directeur général, à la Police nationale d'Haïti (PNH). Notre vernaculaire explique de manière idéale la présente situation du pays : « Kouri pou lapli, tonbe nan basen » (« Fuir la pluie pour atterrir dans un torrent »).

Léon Charles dit démissionnaire, a laissé la porte ouverte au choix d'un successeur, par le Premier ministre nommé par Jovenel Moïse, assassiné avant de lui avoir donné l'investiture. Mais le voilà exerçant le pouvoir hors la loi et la Constitution, nommé à la seconde plus haute fonction du pays par des agents étrangers, s'empressant de nommer le remplaçant du DG démissionnaire, quasiment à la cloche de bois. Aussi ce choix n'a-t-il pas fait l'objet, comme on devrait s'y attendre, en raison de l'importance de la fonction, d'une enquête de sécurité en bonne et due forme. Il s'agit — cela va de soi — d'une décision basée sur le copinage, une coutume pratiquée par les régimes PHTKistes dirigés, tour à tour, par Michel Joseph Martelly et Jovenel Moïse, dont hérite Ariel Henry, sous la dictée du défunt président de facto passant des instructions depuis la

Il semble que Frantz Elbé, qui remplissait le rôle d'inspecteur général de la PNH, ait été parachuté à la Direction générale, à la suggestion d'un grand manitou du PHTK, non identifié, mais qu'on présume être l'ex-président musicien, chanteur du compas, Martelly, targué de «

Sweet Mimi » bien qu'il s'octroie, de préférence, le titre de « Bandit Létal». Quoiqu'on dise concernant une hypothétique zizanie ayant existé entre ce dernier et le président de facto défunt, Martelly reste le patron du pouvoir tèt kale et participe aux grandes décisions d'État que prenait Moïse, et Henry après lui. Tout cela, dans le cadre de la stratégie visant à assurer la continuité PHTKiste au timon des affaires de la République.

Dans la logique du Dr Henry et de son équipe, il suffit de remplacer les fonctionnaires improductifs pour résoudre les crises qui assaillent la nation. De même, croient-ils, un nouveau directeur général, à la tête de la PNH, garantit la disparition des gangs armés et l'effacement de l'insécurité. Une hypothèse plus d'une fois prouvée fausse. Puisque, les différents directeurs généraux appelés à la rescousse contre l'insécurité, désormais développée à part entière, n'ont pas su arrêter son évolution, pour éviter qu'elle ne devienne l'hydre qu'elle est aujourd'hui. Au fait, de Godson Orélus à Frantz Elbé, en passant par Michael Gédéon et Normil Rameau, les bandes armées se sont progressivement imposées, par rapport aux forces de l'ordre, jusqu'à ce qu'elles deviennent, sous la présidence de Jovenel Moïse, cette force incontournable qu'on connaît aujourd'hui.

Aucun doute, la préoccupation première d'Ariel Henry ne saurait être l'élimination de la corruption, de la mal gouvernance et de la victoire sur les gangs armés faisant régner l'insécurité sur toute l'étendue du territoire national, mais davantage sur Port-au-Prince. Dans cet objectif, le choix du directeur général de la Police doit tenir compte de l'individu appelé à remplir cette fonction pour qu'il sache agir en fonction de l'idéal PHTKiste.

En effet, tous les directeurs généraux, qui se sont succédés, au cours des dix dernières années, semblent avoir observé « le respect de la règle du silence » par rapport aux mauvais traitements auxquels est astreint la PNH, en matière d'équipements et de rémunérations. Car, sans doute, sous peine de « représailles innommables », la hiérarchie se garde de se plaindre d'armements supérieurs et de munitions en abondance que reçoivent les gangs armés créés et financés par le pouvoir, au détriment des forces de l'ordre. Par exemple, personne n'ose dénoncer les commandes d'armes placées au nom de la Police nationale, qui sont, de préférence, distribuées aux criminels proches du pouvoir. Quand les munitions ne proviennent pas des États-Unis, elles sont commandées ailleurs, en Israël ou jusqu'au Vietnam, dont la grande partie est remise aux chefs des gangs au service des dirigeants. Bien souvent, les policiers envoyés en mission, surtout contre les bandits, en viennent à manquer de munitions face à des hors-la-loi qui n'en manquent pas. Il ressort que les agents de la PNH se retrouvent en situation d'infériorité par rapport à ces derniers, en termes de puissance de feu, également de munitions.

Précisément pour ces raisons, les dirigeants PHTKistes se gardent d'introduire dans leur administration des personnes aux « comportements suspects », ou jugées peu enclines à s'intégrer à leur système corrompu et criminel. Aussi, pour Ariel Henry, Frantz Elbé représente-t-il le candidat idéal. Le voilà donc bombardé directeur général de l'institution policière haïtienne décriée pour son inefficacité, mais encore

sont accusés certains de ces membres. Dans cet ordre d'idées, elle a besoin d'un dirigeant du genre de ceux qui sont dotés de capacités et de la volonté de changer la donne, d'imposer le nettoyage nécessaire, afin de redorer le blason de cette noble corporation, d'y ramener la cohésion, l'harmonie et la satisfaction générale, des qualités qui font cruellement défaut dans les rangs de la

Certes, le Premier ministre de facto et son équipe sont allés trop vite en besogne, en jetant leur dévolu sur Frantz Elbé, pour remplacer Léon Charles. Ce dernier, dont la démission, ou la révocation, était réclamée par la quasi-totalité de la nation, mérite un successeur doté d'attributs d'intégrité, de rectitude, de moralité impeccable, et qui soit à l'abri de tout soupçon. Malheureusement, l'homme appelé à la direction de la PNH est le contraire de ce dont celle-ci a besoin pour qu'elle puisse se refaire une virginité. Les actes passés de M. Elbé le rattrapent, faisant de lui un criminel impénitent, tout au moins un violateur irrécupérable des droits humains.

En effet, les organisations de défense des droits humains, principalement le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH), accusent Frantz Elbé d'avoir des liens avec les criminels, surtout quand il dirigeait le commissariat des Croix des Bouquets, au début des années 2000. Citant Rosy Auguste Ducéna, le quotidien The Miami Herald expose les méfaits de M. Elbé, dans un article publié dans l'édition du 1er novembre, sous la plume de Jacqueline Charles. Ancien inspecteur général de la PNH, le journal fait état de l'implication du nouveau directeur général de l'institution « à la répression policière » et aux « mauvais traitements en matière des droits humains », qui remontent aux commencement des années 2000. Les dénonciations de Mme Ducéna lient ce dernier à Jean Élie Muller, communément appelé «Ti-

et surtout, pour les actes criminels dont Elie », le précurseur des kidnappeurs de la région de Croix des Bouquets. Aussi bien qu'à d'autres gangs armés. Mais ce sont surtout ses relations avec Jean Elie Muller, dont il est le parrain du fils, et dont un enlèvement spécifique faisait pleurer presque tout le pays, qui attire l'attention. Il s'agit du kidnapping de l'étudiante Farah Natacha Kerby, 20 ans, en novembre 2006. Enlevée par le groupe dirigé par Muller, la jeune femme fut violée, torturée, eut les yeux crevés (à l'aide d'acide versés sur eux), avant d'être tuée, et le cadavre jeté sur un amas de fatras, à Santo. En dépit du fait que la rançon exigée pour sa libération ait été payée.

> L'article en question fait également allusion à la vague de répression déclenchée, au cours de l'année 2004, par des policiers, sous l'administration du président Jean-Bertrand Aristide, contre les activistes politiques manifestant dans les rues contre le gouvernement de ce dernier. Le nom de Frantz Elbé est également cité comme ayant joué un rôle actif dans des actes de répression de ces derniers, à cette époque où la Police était très politisée. Une façon de relever la consistance des actes répréhensibles dont il est accusé.

> Avec de telles imputations portées contre lui, une administration soucieuse de bien servir son pays n'aurait la moindre idée de choisir un tel individu comme directeur général de la Police. Dans le cas d'Elbé, Ariel Henry, que de nombreuses voix s'élèvent pour exiger le départ de la primature, tout au moins, ce mauvais jugement le rend indigne d'exercer cette haute fonction. L'équipe d'Exécutif monocéphale qu'il dirige, de concert avec un directeur général de la PNH de l'acabit du successeur de Léon Charles, ne fera qu'amplifier les crises dans lesquelles est enfoncée la nation. Il y a donc de quoi crier pour que Frantz Elbé soit remplacé immédiatement comme DG; et qu'en même temps la porte de sortie de la primature soit montrée à Ariel Henry.





### **EDITORIAL**

### With a new DG at the PNH, Haiti's crises grow

aiti has been sinking for some time in a multidimensional crisis that has become even more acute over these past few years, and which took on gigantic proportions since the assassination of the de facto president Jovenel Moïse, before that dastardly act, Moïse had chosen the current de facto Prime Minister, who has further aggravated the situation. With Ariel Henry, who hadn't yet been installed as Prime Minister by his slain mentor, a new layer of instability has been added by his appointment of the new Director General of the National Police (PNH.) Our savory Creole has an ideal explanation for this situation: "Kouri pou lapli, tonbe nan basen" ("Run away from the rain to land in a torrent.")

Léon Charles abruptly resigned or was dismissed soon after he was threatened by the powerful gang leader holding the Americans hostage. Thus, the door was left open for the choice of .his successor by the Prime Minister appointed by the de facto president, but not sworn-in before Jovenel Moïse was assassinated. But here he is, exercising power unlawfully and unconstitutionally, appointed to the second highest office in the country by foreign agents. Here he is also hurriedly appointing a replacement for the resigning DG, consulting few. The choice was not subject to proper vetting, as would be expected, given the importance of the position. Understandably, this decision was based on cronyism, as is customary for the PHTK, Bald-Headed, regimes, from Michel Joseph Martelly to Jovenel Moïse, and now the inheritor Ariel Henry, paying loyalty to the late de facto president, whose instructions are being followed even beyond the grave.

And on the suggestion of an unidentified PHTK bigwig, Frantz Elbé, Inspector General of the PNH, is parachuted into the role of General Director of the PNH. Some people say that the bigwig is the former president, the vaudeville singer who is known as Sweet Micky, but who prefers the name of "Legal Bandit" that he's given himself. Whatever is said about a hypothetical squabble that existed between him and the deceased de facto president, Martelly remains the boss of the Bald-Headed power and participates in the major state decisions that were taken by Moïse, then Henry. All of it is part of the strategy to ensure continuity of PHTK at the helm of the State.

In the logic of Dr. Henry and his team, all it takes to solve the crises besetting the nation is go get rid of some unproductive civil servants. Similarly, they believe that a new direc-

matter who he is, will guarantee the disappearance of the armed gangs and the eradication of insecurity. Such assumption has been proven wrong more than once. Different DGs called to the rescue against insecurity have failed to put a break on the proliferation of the gangs and preventing their becoming the hydra that haunts the country today. It's been so, from Godson Orélus to Frantz Elbé, through Michael Gédéon and Normil Rameau. The armed gangs have progressively imposed themselves as the force with which to reckon, eclipsing the legitimate forces of law order, Under Jovenel Moïse's presidency, they got "federated" officially, leading to the current crisis where gangs impose their law, that of the jun-

One thought that Ariel Henry's primary concern would have been the elimination of corruption, of bad governance and victory over the armed gangs that cause insecurity throughout the land, especially in Port-au-Prince. With that objective in mind, the choice of a Director General of the National Police should be made after a meticulous assessment. But for Henry, what counts is whether this individual can function within the framework of PHTK ideals.

In fact, all the directors general who have succeeded each other over the past ten years seem to have observed the "rule of silence" with respect to the mistreatment of the PNH, in terms of equipment and remuneration. Undoubtedly, fearing unspeakable reprisals, those at the hierarchy of the PNH have refrained from complaining about the abundance of arms and ammunition received by the armed gangs, which are created and financed by the government, to the detriment of the forces of law and order. They dared not denounce orders for weapons placed in the name of the National Police, but which go, preferably, to criminals close to the government. When the ammunition does not come from the United States, it is ordered from elsewhere. such as from Israel, even from as far away as Vietnam. And the gang leaders in the service of the political leadership are the beneficiaries. Thus, when the police go after the bandits, they often run out of ammunition, facing the outlaws who have no shortage of it. Many policemen have lost their lives in such operations. Sadly, the PNH agents find themselves at a disadvantage in terms of firepower.

Precisely for these reasons, the PHTK leaders are careful not to introduce into their midst people who are said to be of "suspicious behavior", for being reluctant to integrate into their

tor general in charge of the PNH, no corrupt and criminal system. In that light, as far as Ariel Henry is concerned, Frantz Elbé represents the ideal candidate. Here's this a guy being appointed Director General of the PNH, which is criticized for its inefficiency and, more importantly, for criminal acts of which some of its members are accused. In this regard, the Haitian police force needs the kind of leader who has the will and ability to change the situation, by carrying out the necessary clean-up of the force, restoring, in the process, the image of this noble corporation.

> For, cohesion, harmony and general satisfaction, qualities cruelly lacking in the ranks of the PNH, must be restored. Unquestionably, the de facto Prime Minister and his team went too fast in choosing Frantz Elbé to replace Léon Charles. The latter, whose resignation or dismissal was demanded by almost the entire nation, should be replaced by someone with attributes of integrity, rectitude, impeccable morality, and free of any suspicion. Unfortunately, the man called to lead the PNH is the opposite of what's needed for the organization to regain its virginity. Meanwhile, Mr. Elbé's past actions are catching up with him, describing him as an unrepentant criminal, an unrecoverable violator of human rights.

Indeed, human rights organizations, mainly the National Human Rights Defense Network (RNDDH), accuse Frantz Elbé of having links to criminals, especially when he was in charge of the Croix-des-Bouquets police precinct in the early 2000s. Quoting Rosy Auguste Ducéna, the Miami Herald exposes Mr. Elbé's misdeeds in an article published November 1<sup>St</sup>, under the byline of Jacqueline Charles. The former Inspector General of the PNH, according to the Miami Herald, was involved "in police repression" and "in violation of human rights," dating back to the early 2000s. In her denunciations, Ms. Ducéna links him to Jean Elie Muller, nicknamed "Ti-Elie," the precursor of the kidnappers in the Croixdes-Bouquets region. He was also involved with other armed gangs. But it is especially his relationship with Jean Élie Muller, whose son he's the godfather that attracts attention to the new police chief. Moreover, a specific kidnapping by "Ti Elie" had caused general outcry, people don't forget that. It was the kidnapping of Farah Natacha Kerby, a 20-year-old student, in November 2006. Kidnapped by the Muller-led group, the young woman was raped, tortured, and had her eyes gouged out by acid poured on them. Then she was killed and her body dumped in a junk pile in Santo, not far from Croix-des-Bouquets. All this,

though the ransom demanded for her release was paid.

The Miami Herald also alludes to the wave of repression unleashed by police officers in early 2004 under President Jean Bertrand Aristide's administration, against political activists who were demonstrating in the streets against his government. The name of Frantz Elbé, a police commissioner at the time, is also cited as turning a blind eye in the formation of Aristide's gangs, the infamous "chimères." All this was happening at a time when the police force was highly politicized. There's no way to gloss over the reprehensible acts associated with Frantz Elbé's name.

With such accusations against him, an administration concerned about making a difference in its service to the nation shouldn't have had the slightest inclination in choosing such an individual to be Director General of the National Police. By doing so, Ariel Henry has shown his propensity for bad judgment. No wonder he has come under increasing criticism, with a majority of the citizens calling for his dismissal or resignation. Elevating Frantz Elbé to the top rank of the PNH is not acceptable. As it is, Ariel Henry and his new PNH Director General compose a duo at the pinnacle of power, both of them illegitimately and unconstitutionally.

Undoubtedly, this successor of the decried Léon Charles will amplify the crises buffeting the nation. Therefore, we join the chorus crying out that Frantz Elbé must go – immediately! He's not fit to be the DG of the PNH! At the same time, Ariel Henry should be shown the exit door of the Prime Minister's Office.



| SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION   |  |
|--|--|
| Haiti<br>Hait-Oiservateur<br>98. Avenue John Brown, 34nne élaige<br>Hart au phrops, Haiti<br>Hait (BAP) 293-0785 ou<br>(509) 223-0785  | ÉTAT-UNIS  1 dire classes  48.00 \$ US, pour six (6) mols 90.00 \$ US, pour un (1) on  AFRIQUE ET ASIE   |
| CANADA  I lott-Closervateur Gerard Louis Jucques 514,321,645M 19 Hoff CR Conada 12213 Joseph Cassavani Menteci HIMACO  EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Uniservice special ed assure à partir | 653.00 FF, pour skr (6) mois 1005.00 FF, pour un (1) un  CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE  1ere closse 973.00 US, pour skr (6) mois 9160.00 US, pour un (1) on  EUROPE |
| de Paris, L'infériessé doil s'actresser à:<br>Jinan Claude Valenur<br>13 K Avenue Haldheibe, M Rt April 44<br>93310 Le Né ST, Genvais Nance<br>Tél. (33-1) 43-63-28-10               | 73 EUROS, pour six (6) mols E125 EUROS, pour un (1) cm Har chiraque ou mandat postal et tranca trançois  |
| Name/Nom   |  |
| Company/Compagnie  |  |
| Address/Adresse  | -24.02 = 300 - 8.01  |
| Cily/ville   | Slale/Èlal   |
| Zip Code/Code Régional<br>lous les abonnements sont payables d'au  |  |

### A Tribune of Democracy for Interim President of Haiti

Editorial of The New York Sun October 24, 2021

The savagery of events in Haiti
— the latest being the kidnapping of 17 Christian missionaries
— underlines a point that these
columns have been pressing since the assassination of President
Moise. The crisis on Hispaniola
can be resolved only by international intervention. For in Haiti,
there is no head of state, no elected prime minister, no working legislature, no functioning national
police, nor Supreme Court. To
whom could the international
community turn?

Our endorsement for interim president would be Raymond Joseph. He is familiar to readers of the Sun as one of our longest-running and wisest columnists. That, though, is the least of his accomplishments, which began when he was at the Moody Bible Institute in America and did the first translation into Creole of the New Testament. He went on to found, with his brother Leo, the newspaper Haiti-Observateur.

Issued in exile at Brooklyn and circulated world wide, the paper became the leading tribune

of democracy in Haiti during the years when it was under the grip of the Duvalier regime. When the Duvaliers fell, Mr. Joseph was summoned to be Haiti's chargé d'affaires in Washington. Later, under the government that acceded after the flight of President Aristide, Mr. Joseph returned as Haiti's ambassador in Washington.

In every assignment to which he has been called by his country, Mr. Joseph has served with distinction. He is an unparalleled voice for Haiti. Few if any can match his long record of educating the world on the significance of the slave revolt that created in Haiti the first black republic. And on the role that Haiti played in America's history (it helped create the circumstances that made possible the Louisiana purchase).

The key point is that Haiti is without a head of state. We understand that in theory, the acting Prime Minister, Dr. Ariel Henry, is also listed on the Internet as acting president. His government, such as it is, was endorsed in July by the so-called "core group" of diplomats—America, Brazil, Canada, Spain,

France, Germany, the European Union, as well as representatives of the UN and the OAS.

Their move in July, following the assassination of President Moise, whose own claim on power was extra-constitutional, strikes us as having been hasty and, in any event, ineffectual. The country is suffering from the want of a serious statesman and a figure with, forgive us, moral authority. Hence our instinct for Mr. Joseph, who has spent his entire adult life in the cause of Haitian democracy.

When we have put the question to Mr. Joseph, he demurred and forcefully. For years he has been marking the failure of foreign interventions in Haiti, including America's under President Clinton and of the United Nations' rule that followed. So Mr. Joseph says that, much as he admires the United States, he wants no part of being a puppet for it or, for that matter, the United Nations.

Mr. Joseph favors a "hemispheric" solution, in which a wide array of neighboring countries would recognize interim Conseil d'État. It would have real if interim, authority. Haiti's neighbors would provide the military muscle. On Wednesday, Mr. Joseph notes, Secretary of State Blinken was in Bogota, where he reportedly met with Colombia's president, Iván Duque, and separately, with 17 of the region's leaders.

Not being a functioning state, Haiti was not invited (who would represent it?). No communique was issued, though the agenda was topped by the crisis of Haitians fleeing their country and becoming more than a headache for the Latin countries and even the United States. So it is time for Haiti's neighbors to step up. For the UN, which sent an international force in 2004, and still maintains a mission, has failed.

Outside help, Mr. Joseph reckons, would need to accept Haitian political leadership of civil society to seek a broad consensus for transparent and efficient governance and a plan to develop Haiti. He calls for decentralizing powers of the state, which has been for too long the "Republic of Port-au-Prince." That is a way for Haiti to become again the "Pearl of the Antilles, even drawing back its able sons and daugh-

ters in the diaspora."

Those who might suggest that Mr. Joseph is too old, we respond that they don't know him. He is still writing weekly for his own newspaper and working for democracy from dawn to dusk. He is beyond the age of personal ambition. Few can talk as he does of Haiti as a land where freedom was born in this hemisphere and whence Bolivar sailed to liberate Latin America. This is why Mr. Joseph calls his hemispheric plan "deliverance in reverse." President Biden would be wise to call him

Image: Ambassador Raymond Joseph of Haiti greets First Lady Michelle Obama at the Joint Meeting of Congress to hear President Obama deliver the 2010 State of the Union Address. Detail of a White House photograph.

https://www.nysun.com/editorials/a-tribune-of-democracy-fori n t e r i m president/91700/?fbclid=IwAR2 6CQhveyRZ3EhIFa0Xkc8bzbp VJC\_bgvvDcvwOeuz7zIpkhi9 Q18wuMHI

### NÉCROLOGIE

Suite de la page 3

Leconte et Mme, Mme Myotte Leconte, Mme Maggie Leconte, Mme Cluny Leconte, Mme Claude Piquion, Mme Yanick Piquion,

M. Gary Piquion, M. Pierre Anthony Piquion, M. Ronald Piquion et Mme, née Jocelyne Toulmé, Mme Vve Hervé Piquion, M. Gérald Piquion et Mme, née Elisabeth Moscoso, M. Pierre Eddy Toussaint, Mme Roberte Toussaint, Mme Ghyslaine Paul Dorcé.

À ses nombreux petits neveux et nièces et petits cousins, ainsi qu'aux proches qui l'ont toujours entourée, en particulier M. Gérard Férère et Mme, née Nancy Turnier, M. Karl Bourjolly et Mme, née Mireille Lalane.

Aux familles Sada, Magloire, Leconte, Jean, Décatrel, Prophète, Montreuil, Piquion, Débrosse, Latortue, Zéphirin, Obas, Kersaint, Toussaint, Alexis, Paul et à tous les autres parents, alliés et amis affectés par ce deuil, les éditeurs d'*Haïti-Observateur* présentent leur sympathie.

Les funérailles de la regrettée Elsie seront chantées ce samedi, 6 novembre 2021, à 11 heures du matin, à l'église Our Lady Queen of Peace, située au 9600 West Atlantic Avenue, Delray Beach, Floride, 33446.

#### INSÉCURITÉ ET DYSFONCTIONNEMENT DE L'ÉTAT FACE À LA NULLITÉ DU POUVOIR

### Ariel Henry n'a point sa raison d'être à la tête à la primature Le pouvoir capitule devant les gangs armés......

Suite de la page 1

Par Léo Joseph

Passe encore de subir quelques jours, ou même quelques mois, avec Ariel Henry comme chef exécutif monocéphale, mais le supporter indéfiniment comme chien couchant des gangs armés, le peuple haïtien est dans ses droits de se révolter pour qu'il s'en aille. Car, pour aucune raison au monde il ne peut plus continuer à décider des affaires de la République.

Installé à la primature portant le double chapeau de la présidence et du chef de la primature, le neurologue, bombardé Premier ministre par des forces exogènes, affiche, de jour en jour, ses caractéristiques PHTKiste, faisant de lui un décalquage parfait de Jovenel Moïse. Il n'est pas étonnant que ses décisions et politiques soient identiques à celle de son patron gisant dans la tombe

et qu'il fasse tout pour donner satisfaction aux héritiers politiques du président de facto défunt. Dès lors, on ne doit pas s'attendre à ce qu'il mette en avant des politiques qui soient de nature à résoudre les crises créées par le constructeur des bandits armés et le destructeur des institutions d'-Haïti. Le peuple haïtien a besoin d'un dirigeant dont l'équipe s'engage résolument, sous sa direction, à inverser les politiques criminelles et désastreuses de Moïse. Car tout ce que fait et dit le Premier ministre de facto donne l'impression que son patron continue de vivre dans ses actes et décisions. Au fait, l'attitude d'-Ariel Henry, dans l'exercice du pouvoir, fait croire qu'il se plie en quatre pour prouver qu'il est un véritable imitateur de son patron, justifiant ainsi le choix que celuici a fait de lui comme Premier ministre. Aussi, bien que mort, le président de facto croit-il avoir la garantie que la permanence du PHTK au pouvoir est assurée.

#### Ariel Henry, un vrai PHTKiste à la tête de l'Exécutif



Jimmy Chérizier, dit Barbecue, un allié d'Ariel Henry.

Bien que certains membres de la famille politique de Jovenel Moïse affichent leur hostilité à la gestion d'Ariel Henry, ils n'auraient pas mieux fait, à sa place, pour l'avancement de l'idéal sociopolitique de ce dernier. En ce sens, il dame le pion à tous les grands

ténors PHTKistes, à la lumière des politiques mises en place par le neurochirurgien. Qui peut affirmer le contraire ?

En effet, du point de vue administratif, décisions politiques et comportements personnels, M. Henry s'évertue à imiter les moindres actes de son patron d'outre-tombe. À l'instar de ce dernier, il ne s'embarrasse pas d'annoncer des décisions politiques et administratives qui restent lettres mortes, et dont la dernière en date est sa déclaration relative aux mesures promises pour vaincre les gangs armés et mettre fin à l'insécurité. À cet égard, il s'est révélé un compétiteur de Joseph Jouth, qui l'avait précédé à la primature, et qui ne s'arrêtait pas de faire des promesses intenables.

Au pouvoir, Ariel Henry reste accroché à ses idées, par rapport à sa fidélité indéfectible à Jovenel Moïse. Voilà pourquoi il reste désespérément attaché à toutes les décisions prises par ce dernier. Ne laisse-t-il pas en place ses décrets scélérats, notamment celle portant la création d'un organe d'espionnage contre ses opposants, l'organisation d'élections faites sur mesure et de consultation référendaire ? Il se fait partie prenante des crimes perpétrés par le couple présidentiel, notamment en barrant la route à l'avancement de l'enquête sur l'assassinat de Me Monferrier Dorval, le bâtonnier de l'Ordre des avocats de Port-au-Prince. Mais insistant à « trouver justice » pour Jovenel Moïse, en sus de réitérer, à tout bout de champ, son intention en ce sens. Non seulement il fait bon ménage avec les héritiers politiques du président de facto défunt, membres du Cabinet ministériel et occupant toutes les avenues du pouvoir. Il y comble les vacances qu'il a lui-même provoquées par des PHTKistes proches de Michel Martelly.

Quand bien même il aurait

Suite en page 15



### Raymond Joseph for Interim President

By Raymond Alcide Joseph

I was flattered when I read the October 24 editorial in The New York Sun entitled "A Tribune of Democracy for Interim President of Haiti" because it was about me. The editor stated that "with the savagery of events in Haiti" aggravated by the "kidnapping of 17 Christian missionaries." 16 of whom are Americans, Haiti is out of control. Consider that "in Haiti, there's no head of state, no elected prime minister, no working legislature, no functioning national police, nor supreme court." And he asked, "To whom could the international community turn?"

His "endorsement for interim president would be Raymond Joseph" and he ticked off my qualifications, minimizing my 90 years— for good reason. I am very active, he says, "writing weekly for his own newspaper, and working for democracy from dawn to dusk." Letting you in on a secret, my weekly columns include one in Creole, one in English and a third in French. In addition, I adapt the French editorial in English. Yes, I am capable, if I must say so. But I salute the editor for his honesty when he writes about my reaction to his vision for me: "When we have put the question to Mr. Joseph, he demurred and forcefully."

I thank all those who called, texted and emailed to congratulate me for such a laudable endorsement from The New York Sun. But there's one distractor, an old Duvalier supporter who should be enlightened. He published the editorial with this short introduction in Creole: "Here's the CIA agent from the 1980s that they're proposing for Haiti interim president. They're hell bent on grabbing our gold and iridium." This "Mr. Carl at 514 in Montreal, Relief Haiti D'abord" can't be taken seriously when he referred to me as a CIA agent in the 1980s when I was still a reporter at the Wall Street Journal before joining the staff of the Haiti-Observateur in September 1984 after I resigned from the premier financial daily.

-Heir Bearper

If y a six vide class them inter gai a become force an overpoor to condition.

I feel uplifted by Raymonde Estimé, the daughter of the late President Dumarsais Estimé (1946-1950), one of Haiti's most progressive heads of state, if not the only one in modern times to have taken at heart the development of the country. In an extensive e-mail, Ms. Estimé shows that she was ahead of The Sun's editor in her appreciation of me as the leader who could save Haiti. She dug up a memo she wrote in 2012 to the representative of a coalition that was interested in changing the narrative on Haiti.

Ms. Estimé wrote: "[When] my friend announced the formation of a coalition of all the candidates of 2011 (of which she was part) to present a SINGLE candidate, my question was this: What does Raymond Joseph say? I am addressing myself to the 2011 [presidential] candidate. More than ever before, the country needs you. For too long, Haiti has been excoriated by all nations. We must have a man who will restore a system of values. We need a man who understands that there should be a Marshall Plan economically as well as a Moral Plan to put Haiti back on the world's map."

The words of Ms. Estimé are compelling. And my son Pierre texted me the same day the editorial appeared, saying: "You demurred forcefully, but would you answer the call?" My response was curt but to the point: "Yes, I would." But there are prerequisites. Both morally and administratively, I refer all to my work at the Haitian Embassy in Washington (1990-1991 and 2004-2010). I will let Ms. Estimé testify. "From our meeting at the Embassy in Washington, what remains with me is that he's a man of rare human qualities, a political man of great value with extraordinary knowledge of our country and of the Haitian soul."

Needless to say, it is a wonderful feeling to read about what others think of oneself. Yet, I am greatly saddened that one that I thought was poised to change our country after the wretched dictatorship of the Duvaliers (1957-1986) has let down the whole

Floraison

Rose Beargo

country. I refer to the priest of the poorest parish in Port-au-Prince, Jean Bertrand Aristide, who got sidetracked by power and corruption, even setting up his own gangs. In the process, he became a multi-millionaire on an annual official salary of \$100,000. His building of a university that bears his name can't be considered atonement.

Changing Haiti for the better is doable, if those in this hemisphere and elsewhere for whom Haiti has become a perpetual problem accept their part of the blame for getting the country in the state it is today. They can decide to pull together in a Marshall Plan for Haiti. There's no forgetting that Haiti's economy was hampered soon after independence in 1804 by an international embargo declared by the enslavers who were angered about the disruption of their economy which was based on slavery and which was disrupted when our ancestors were first to defeat the enslaving French. Moreover, by 1825, Haiti's economy was mortgaged when French King Charles X, using gun boat diplomacy, militarily imposed an indemnity of 150 million gold francs on Haiti for properties lost, including slaves. That amount, reduced to 90 million francs, is estimated at more than \$21 billion in today's dollars. Haiti finished paying that debt in 1947, when the precursor of New York's Citibank collected the last payment. As it is, that bank began operating in Haiti during the American occupation of 1915-1934 and was also involved in transferring the gold reserve of the Haitian

Nation Bank to New York.

In recent years, Haiti's economy suffered when President Clinton helped in destroying rice production in Haiti, with rice being the main stay of the Haitian diet. In March 2010, the Special Envoy that he was for the United Nations in Haiti, Mr. Clinton apologized to the Haitian people for what he did. Moreover, in an April 1<sup>St</sup> interview that year with Amy Willentz and Kim Ives, he was frank. Of destroying rice production in Haiti, he said: "It has not worked. It may have been good for some of my farmers in Arkansas, but it has not worked. It was a mistake that I was a party to. I am not pointing the finger at anybody. I did that. I have to live every day with the consequences of the lost capacity to produce a rice crop in Haiti to feed those people, because of what I did. Nobody else."

But what can President Clinton, co-chairman with Haitian Prime Minister Jean Max Bellerive, of the Interim Commission to Rebuild Haiti (French acronym CIRH) tell us about the \$10 billion that the United Nations had collected after the 2010 earthquake, from some 130 countries, to "build Haiti back better?" For sure, the Special Envoy was not at the headquarters of the UN in New York, but he would know at least about the approximately \$4 billion of the money supposedly disbursed for Haiti. How come Haiti has become more of a basket case after all that money raised for its betterment? The same

must be asked of the Haitian authorities who made \$4.2 billion of the PetroCaribe Fund disappear between 2008 and 2017, especially under President Michel Martelly with his Prime Minister Laurent Salvador Lamothe and the slain President Jovenel Moï-

The off-shore countries, where much of the stolen funds for Haiti are safely kept, should cooperate with a new Haitian government working transparently in claiming what is owed to the country. Even the Dominican Republic, next door, which allows former Haitian officials, like Mr. Bellerive, to invest their loot in their country, should cooperate with any reform-minded government in the repatriation of Haiti's money.

The reparations owed Haiti, the misspent or stolen billions of dollars that were earmarked for Haiti following the 2010 earthquake and the other billions of the PetroCaribe Fund would be enough seed money to start the Haiti Marshall Plan.

But before anything can really be undertaken to get Haiti back in business, whether with me or with any other interim president, the situation of the gangs creating havoc in Haiti must be addressed first. I won't tire in repeating the Creole slogan I launched two months ago: "As long as the gang issue isn't dealt with, nothing can be dealt with in Haiti."

RAJ, 301-335-5063; rajo31@yahoo.com





# Kreyòl-

Soti nan paj 6

ch Pap la gen anpil enpòtans pou Joe Biden. N ap tann pou n wè kijan politik li pral chanje pou sa k konsènen Ayiti.



*lacques* Lafontant retounen komise gouvenman

Epi m pa ka fèmen bwat koze a san m pa di nou kijan sa k ap pase ann Ayiti afekte otorite lòt kote, tankou prezidan dominiken an, lòtbò fwontyè a. Vwala ke prezidan Luis Abinader di 1 oblije anile vwayaj li, li pa ale nan konferans Nasyon Zini sou sitiyasyon klima a ki menase tout peyi. Se nan Glasgow, nan peyi Angletè, konferans lan t ap kòmanse dimanch pase a, 31 oktòb, pou rive jouk 12 novanm. Prezidan Abinader, san dout, te pare pou 1 al rankontre tout gwo mesye yo, prezidan ameriken an tou. Li di akòz sitiyasyon Ayiti a, li pa ka deplase.

Men jan sa ap dewoule la a, san z atann, nou ka tande gwo deblozay pete. E se pawòl levanjil la ki pral akonpli : « A peine si les plus justes seront sauvés ». Mwen voye dlo m pa mouye pèsonn!

TiRenm/ **Grenn Pwonmennen** 3 novanm 2021

Alò, m ap mande konbyen tan ankò? Wi, konbyen tan ankò pou n kontinye ap monte kalvè sa a?

### **NECROLOGIE** En mémoire de Mme

# Gladys Arbouet Gaetjens

Nous avons appris avec beaucoup de peine, le décès de Mme Gladys Gaetgens, née Arbouet, survenu à Port-au-Prince, Haïti, le 6 octobre 2021, à l'âge de 72 ans. Elle était née à Petit-Goâve, le 19 avril 1949.

La défunte laisse dans le deuil ses enfants, Daniel (Kanda), Priscilla, Joshua, Zilpa Mecklembourg et Jéremy Gaetjens. Ainsi que ses petits-enfants : Nicolaï, Daniella, Valentino et Ornella. Aussi bien que sa sœur, Claudette A. Owens et ses frères Eddy, Jean et Rémus Arbouet. Sans oublier ses nombreux cousins, cousines et ses innombrables alliés dans le monde évangélique et éducationnel. Elle était précédée dans l'audelà par ses père et mère, l'évêque Rémus Arbouet et Mme, née Jamine Moyse, en sus de ses défunts sœur Esther et frère Lesly.

Gladys Arbouet était une femme à vocation multiple. Ses études secondaires terminées, en Haïti, elle partit pour les États-Unis, ayant élu domicile dans l'état de Californie, sa résidence durant plusieurs années. Elle y a étudié la profession d'infirmière avant de rencontrer et d'épouser un ami de ses frères, Caleb Leys, décédé. De cette union, naquirent deux enfants, Joseph et Jamine, qui est également décédée.

Après quelques années de résidence en Californie, Mme Arbouet décida de retourner en Haïti où elle a rencontré et épousé Roland Mecklembourg, un mariage dont est issu quatre enfants : Daniel (Kanda), Priscilla, Joshua et Zilpa, ces derniers ont eu au total quatre enfants : Nicolaï, Daniella, Valentino, et Ornella.

De nouveau veuve, Gladys Arbouet Mecklenbourg a rencontré Henri-Robert Gaetjens, qu'il a épousé, et l'a survécu. Un autre fils est né de cette dernière union, Jérémy Gaetjens.



Gladys Arbrouet Gaetjens

Après la mort de son père, Bishop Rémus Arbouet, pendant les deux années qui ont suivi, elle jouissait du rôle de surintendante générale, en Haïti, de l'œuvre des Églises de Dieu Eben-Ezer d'Haïti, assumant le rôle d'assistante du nouveau surintendant, son époux, le pasteur Henri-Robert Gaetjens.

En 1982, elle a étudié au Rhema International Bible College, situé à Fonfrède (Christ Village), non loin de la ville des Cayes, dans le Sud d'Haïti. Diplômée, elle est ordonnée ministre évangélique, consacrant sa vie à former des jeunes des deux sexes, à

Continued from page 7

olent armed gangs whose terrain is concentrated around the capital of Port-au-Prince."

But all that was happening under the watch, even the sponsorship of the CORE Group of Western ambassadors in Port-au-Prince, which defended and supported, not only Jovenel Moïse, but his predecessor, the selfstyled "Legal Bandit" Michel, or Michael Joseph Martelly and his Prime Minister Laurent Salvador Lamothe, who helped him organize the gangs beginning in 2011.

Unfortunately, the Washington Post and many other major powerful organs in the United States, except for the Miami Herald, paid no attention to what was happening. We, at the Haiti-Observateur, and other Haitian organs, dutifully reported the developing chaos during the past decade. But it was like yelling in the wilderness against the PHTK, Bald-headed, regime set up in Haiti in 2011, with the help of American Ambassador Kenneth Merten, doing the bidding of Secretary of State Hillary Clinton and her team. Oh, as of last week, Mr. Merten is back in Haiti as the U.S. Chargé d'Affaires, making us wonder who is advising Secretary of State Antony Blinken.

Had attention been paid when we denounced the organizing of the gangs and the dismantling of the democratic institutions, with no election held even for dogcatcher, during the reign of Jove-

laquelle des centaines de person-

nes ont été amenées à accepter le

Christ comme leur sauveur per-

sonnel. La même année, elle a ai-

dé à fonder une église à la ville

la parole de Dieu. Son œuvre évangélique a fait d'elle la co-fonfamille. datrice de l'Unité dans les ministères du Christ, dont la première réunion s'était déroulée sous une tente, une occasion au cours de

des Cayes, dotée d'un programme préscolaire à Christ-Ville. Ses multiples carrières ont amené Gladys Arbouet Gaetjens à fonder de nombreuses organisations, y compris nombre d'instal-

notamment, le « Ministère Tèt Kolé Nan Kris », à Canaan, situé à Montrouis, au nord de Port-au-Prince, qu'elle a dirigé pendant plus de trente ans. Dans le cadre de ce programme ont été créés une crèche, une installation médicale (Clinique Canaan), une école et un orphelinat. Elle a développé une relation de proximité avec cette communauté, au point que s'y trouvent plus de 150 personnes qu'elle considérait

lations religieuses et scolaires,

nel Moïse, we would not be facing the current chaos. What guarantee have we that the new intervention, just as the last ones in 1994 and 2004, won't result in the same chaos? Food for thought!

HAPPENINGS!

\*Frantz Elbé, Haiti's new Police chief, a human rights abuser who has gang connections. His background is revealed in a well-researched article in the Miami Herald, Monday, November 1, under the byline of Jacqueline Charles. She interviewed several personalities involved with human rights organizations, such as eminent lawyer Samuel Madistin, human rights advocate Rosy August Ducéna, and international human rights lawyer William O'Neill, among others, who have followed Mr. Elbé, going back to the early 2000s. Then, a police commissioner, he was implicated in human rights abuses and found no fault with the "Chimères," the gangs of President Aristide that eventually caused the arrival of U.N. troops in Haiti in 2004.

In addition, Mr. Elbé had links to Jean Elie "Ti Elie" Muller, who was a powerful gang leader and kidnapper in the Croixdes-Bouquets area, now the turf of the fierce "400 Mawozo" gang, with its leader Wilson Joseph, holding hostage the 17 missionaries since October 16. Mr. Elbé was the godfather to the son of "Ti Elie."

Interestingly, Ms. Charles reports that Jean Elie Muller "died

in 2008 in a Port-au-Prince hospital after being shot in the thigh during his arrest by Haitian police for his alleged involvement in several kidnappings, including that of a 20-year-old student who was brutally murdered."

Understandably, Mr. Elbé didn't respond to several requests of Ms. Charles, who had contacted him soon after his nomination to his post to discuss the accusations against him.

Obviously, Frantz Elbé fits in with the corrupt leadership of Haiti. Ms. Charles points to a report that shows his implication in corruption. Filed by the National Coalition for Haitian Rights, the predecessor to the National Human Rights Defense Network, the report "points to evidence of unexplained wealth along with a building that Elbé allegedly built in Croix-des-Bouquets area while police commissioner, and ownership in a private security company called Sécurité S.A. 47." It's a conflict of interest, according to the policies of the Haitian National Police (PNH) for its General Director to be shareholder in or owner of a private security company.

Needless to say, Frantz Elbé is the wrong man to undertake the clean-up of the gang-infested PNH and usher in an era of security in a Haiti now under gang control.

**RAJ** 3 November 2021 raljo31@yahoo.com

comme des membres de sa Parallèlement, elle était une

éducatrice certifiée par « Accelerated Christian Education» (ACE) pendant 26 ans, une institution qui lui a fourni l'occasion de former des enseignants, en sus de jouer le rôle de représentante de l'ACE en Haïti. Sous sa direction, ont été fondées dix autres écoles mixtes, anglophones/francophones, à travers Haïti, qui ont fourni l'éducation à plus de 800 enfants, aussi bien qu'à former des centaines d'hommes et de femmes qui ont, à leur tour, apporté la parole de Dieu aux autres.

Grâce à ses efforts et à son savoir-faire, elle a su fournir

l'éducation au développement, à la santé, une spiritualité de protection au profit des enfants, des adolescents et des adultes, bref à toutes catégories se trouvant dans le besoin.

Après la mort de son père, Bishop Remus Arbouet, pendant les deux années qui ont suivies, elle fut la surintendante générale, en Haïti, des Églises de Dieu Eben-

Ezer d'Haïti. Elle a continué à être l'assistante du nouveau surintendant, son époux, le Pasteur

Henri-Robert Gaetjens, jusqu'à sa mort.

Douée d'une amabilité et d'une gentillesse naturelles, Gladys A. Gaetjens a été aussi dotée d'une énergie incomparable, en sus d'aimer les autres davantage qu'elle s'aimait elle-même, voyant et identifiant les besoins des autres avant les siens. Elle avait dédié sa vie au travail, à l'aide et à l'amour

Sa disparition plonge dans le deuil, ses enfants et petits-enfants, ainsi que d'autres parents, en par ticulier, et les familles suivantes, en général : Arbouet, Mecklembourg, Leys, Gaetjens, Moyse,

Magloire, Hazel, Liauteau, Mérilus, Owens, Devesin, Celcis, Brutus, Mingo, Duncan, Alfonse, Isaac, Jocelyn, Brignole, Isaac, Cadet, Augustin, Grant, Garcia, Gilbert, Davis, Phillips, Mitchell, Ambroise, Lillavois, Bouchereau, Hérard, Hung, Williams, Valmé,

**OUE SON ÂME REPOSE** EN PAIX!!

#### INSÉCURITÉ ET DYSFONCTIONNEMENT DE L'ÉTAT FACE À LA NULLITÉ DU POUVOIR

### Ariel Henry n'a point sa raison d'être à la tête à la primature Le pouvoir capitule devant les gangs armés......

Suite de la page 12

conclu et signé un accord avec le Secteur démocratique et populaire (dirigé par l'équipe formée de l'avocat André Michel, de l'exsénateur Nènèl Cassy et de l'ancienne ministre Marjorie Michel), il s'obstine à refuser de mettre en application les réformes et changements exigés dans cet Accord, au risque même de brouiller avec les représentants de cette structure. Mais cela lui est égal, pourvu qu'il ne déplaise à son patron défunt et à l'équipe qu'il a laissée. En d'autres termes, le Premier ministre de facto se multiplie par quatre pour exécuter les volontés de Jovenel Moïse, y compris la préservation des instruments d'insécurité qu'il a entretenus, après qu'ils aient été créés par son prédécesseur. Ce qu'on peut appeler, à juste titre, le socle du pouvoir PHTKiste, les gangs armés, qui existaient grâce à la politique de Jovenel Moïse, continuent de iouir les mêmes privilèges, sous l'administration PHTKiste dirigé par Ariel Henry. Aussi, celui-ci s'applique-t-il à œuvrer pour que la Police nationale demeure sous l'empire des bandits.

#### Le gouvernement soumis aux gangs

Incontestablement, le gouvernement reste soumis aux gangs.

Ceux qui entretenaient encore des doutes, à ce sujet, n'ont qu'à se référer aux récents événements. dont ceux du Pont Rouge et de Chancerelles, précisément dans le quartier où se trouve le Terminal Varreux.

En effet, on se rappelle comment les hommes du « G-9 en famille et alliés » ont, à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la mort de l'Empereur Jean Jacques Dessalines, le 17 octobre, mis le Premier ministre de facto et sa caravane, composée des membres du Cabinet ministériel, de hauts gradés de la Police et d'autres hauts fonctionnaires de l'Etat en fuite. Ils avaient dû prendre leurs jambes à leur cou pour échapper aux criminels, qui faisaient chanter les armes de guerre. Dans la démobilisation qui s'en suivait, le chef de la Police d'alors, Léon Charles, et toute la troupe de policiers, qui devaient participer à la cérémonie traditionnelle de cette date, avaient, tout aussi bien, pris la fuite à toutes jambes.

Ce spectacle on ne peut plus humiliant, pour Ariel Henry et sa suite, devait se répéter la semaine dernière, quand le ministre de la Justice et de la Sécurité publique a.i., Listz Quitel, avait dû quitter l'aire de Chancerelles, son véhicule et les autres qui l'accompagnaient ayant été pris pour cibles, encore par les malfrats commandés par Barbecue.

Dans le souci de prouver que l'accès au Terminal Varreux était accessible aux transporteurs de gazoline, le Premier ministre de facto avait envoyé le titulaire de la Justice et de la Sécurité publique en mission à ce centre d'entreposage de produits pétroliers. La caravane de M. Quitel était obligée de faire demi-tour et de repartir en toute vitesse, car les bandits armés faisaient pleuvoir des balles sur les véhicules. Par la suite, des impacts de balles étaient remarqués sur les vitres et la carrosserie des véhicules blindées.

Pourtant, une information non vérifiée, qui a fait le tour des réseaux sociaux, a indiqué que des véhicules de l'ambassade américaine, à Port-au-Prince, avaient pu faire le déplacement, sans encombre, au Terminal Varreux, afin de faire le plein d'essence pour l'usage du personnel diplomatique des États-Unis.

Il faut signaler que plusieurs interventions du Dr Henry faisant croire que l'essence allait être distribuée s'étaient heurtées à des déclarations contraires des «maîtres », qui prétendaient empêcher la libre circulation des camions citernes, tant que le gouvernement n'obtempérait pas à l'exigence de verser une indemnité de 50 millions de gourdes. Il semble que le Premier ministre se soit finalement mis d'accord avec ces

derniers, car les autorités ont annoncé, avec plus d'assurance, cette fois, que les pompes à essence seraient approvisionnées. Comme de fait des foules immenses, composées de motocyclistes, de véhicules privés et de nombreuses personnes armées de bidons jaunes s'agglutinaient autour des stations qui distribuaient le précieux liquide.

Toutefois, le Premier ministre de facto n'est pas tout à fait sorti de l'auberge. Si des stations d'essence à la capitale ont pu être approvisionnées, la majorité de celles des provinces sont encore en souffrance. Ce serait le cas des départements du Sud-Est et du Grand Sud, ou encore des points du département de l'Ouest, au sud de Martissant.

Certes, selon toute vraisemblance, les camions qui assurent le transport de produits pétroliers éprouvent encore des difficultés à rouler sur la Nationale numéro 2. Car les malfrats de cette zone se sont emparés de plusieurs chauffeurs qu'ils ont pris comme otage. On parle déjà de plus d'une douzaine de ces véhicules détournés.

Sur ces entrefaites, on se demande si les gangs de la région sud de la capitale exigent que leur soient versées des rançons pour que les camions citernes soient « autorisés » à traverser leurs juridictions. Pourtant, jusqu'à nouvel ordre, aucune information n'a été

communiquée relative aux demandes de ces preneurs d'otages. Frantz Elbé a du pain

sur la planche, mais...

Immédiatement après la démission — ou révocation — de Léon Charles, Frantz Elbé est nommé pour le succéder comme directeur général de la PNH. Le nouveau DG de l'institution policière s'est vite empressé d'annoncer sa volonté de mettre les bandits armés hors d'état de nuire et de rétablir la sécurité, à l'échelle nationale. Mais on sait que ses prédécesseurs avaient fait les mêmes déclarations, y compris son successeur immédiat.

On se souvient que Charles, même quand ses troupes affichaient l'infériorité de leurs possibilités, face aux criminels, ou encore après que les forces de l'ordre eurent essuyé des raclés, ou même des humiliations spectaculaires de la part des groupes armés, il annoncait son intention d'avoir raison d'eux. Pourtant il s'est révélé, à l'occasion des affrontements qui se sont produits, que les forces de Police sont trop faibles pour les bandits.

Tout compte fait, le gouvernement capitule devant les gangs armés. Jovenel Moïse l'a voulu ainsi. Ariel Henry se complaît d'accommoder les PHTKistes par rapport aux moindres exigences du président de facto défunt.

### QUI SERA LE SUCCESSEUR DE L'AMBASSADEUR MICHELE SISON EN HAÏTI

### Kenneth Merten toujours en poste à Washington Son choix comme chargé d'Affaires est-il remis en question ?

Suite de la page 1

que soit prise une décision définitive, à son égard, c'est une assistante de celle-ci qui gère les affaires courantes. En effet, contrairement aux précédentes annonces faites ici, à Haïti-Observateur et ailleurs, M. Merten n'a toujours pas regagné son poste. Resté encore, à la capitale américaine, il n'est pas clair s'il est le chargé d'Affaires attendant d'atterrir à Port-au-Prince, ou bien s'il sera appelé à une fonction, ou encore s'il sera destiné à une autre fonction, dans la diplomatie américaine.En attendant que soit prise une décision définitive, par rapport à ce choix, de toute évidence, mis en veilleuse, Nicole Theriot assure la gestion des affaires diplomatiques à l'ambassade américaine, à la capitale américaine.

Nommé chef de la Mission diplomatique des États-Unis en

Haïti, dans un contexte d'extrême en tant qu'« expert » d'Haïti, tel urgence marqué par une crise qu'il est connu, au Département



L'ambassadeur Kenneth Merten et ses meilleurs amis haïtiens.

multi-dimentionnelle extrêmement épineuse, l'ambassadeur Merten était attendu « immédiatement », à Port-au-Prince, afin que, d'État, qu'il entame les négociations avec les parties haïtiennes, pour que soit trouvé, dans les plus brefs délais, des conditions permettant la formation d'un gouvernement de consensus pour assurer l'intérim, jusqu'à ce qu'un président élu prenne charge.Il est donc opportun de conclure que, dans la mesure où le Département d'État, dépendant de l'ambassadeur Merten, qui est doté de l'expérience de sortir de son chapeau « la magie» de la solution de la crise, il faut attendre encore quelques temps pour que les protagonistes soient mis face à face.

#### Une lovée de boucliers générale contre Merten

Si ceux chargés de la distribution des postes, au Département d'-État, ont eu la maladresse de retourner Kenneth Merten, en tant que diplomate en chef, en Haïti, bien qu'à titre de chargé d'affaires, il faut conclure qu'ils n'étaient pas à l'écoute des opinions qui ont été émises à son égard, dans les milieux politico-sociaux, en Haïti.

En effet, dans les conversations, au sein des familles, aussi bien que dans les réseaux sociaux, les critiques contre ce diplomate fusaient de toutes parts. Ici et là, ses détracteurs l'ont systématiquement lié aux «ingérences politico-diplomatiques» imputées à l'ex-secrétaire d'État Hillary Clinton ayant favorisé l'accession de Michel Martelly, à la présidence d'Haïti et, plus tard, son choix de Jovenel Moïse pour le succéder, avec, pour mission de mettre en place des politiques visant à la pérennité du PHTK au pouvoir, grâce à son retour au Palais national.À entendre le retour de l'ambassadeur Merten comme chef de la diplomatie américaine en Haïti, quasiment toute le monde s'imagine qu'il est de retour au pays, afin d'assurer le maintien du désordre que l'équipe Clinton, dont il faut également partie, avait mis en place, durant les élections de 2010-2011.



# Faut-il interpeller les morts pour venir en aide au football haïtien?

**Par Ricot Saintil** 

Le football est au point mort en Haïti. Le fameux slogan de la Fédération haïtienne de football (FHF), au cours de ces dernières années, « Kite boul la woule », appartient, désormais, au passé. Les joueurs de football n'ont personne pour intercéder en leur faveur, les dirigeants ont passé toute l'année 2021 à espérer, les fans souffrent amèrement et le Comité de normalisation intronisé par la FIFA, en remplacement du comité exécutif de la FHF, est aux abonnés absents. Notre sport roi est livré à lui-même, il est moribond, sans personne à son chevet. Faut-il interpeller les morts pour lui venir en aide?

Les 1er et 2 novembre, on célèbre les morts en Haïti. Les vodouisants interpellent l'esprit des morts, au cours des cérémonies, et leur présentent leurs do-léances. Ces croyants croient dur comme fer, que les « loas » les

entendent et qu'ils vont répondre à leurs demandes. Le football haïtien est dans l'impasse. Tous les signaux sont au rouge. Malheureusement, il n'y a pas eu un plan post-COVID pour rattraper les jours perdus, au cours de l'année 2020, et faire de celle de 2021 une réussite totale. Le football haïtien a été traîné dans la boue la plus crasse, la mauvaise gouvernance, ponctuée d'un ensemble de décisions irréfléchies, a systématiquement mis notre sport roi à l'agonie. Personne, apparemment n'est disposé à venir en aide au football dans le pays. On ne sait plus à qui nous adresser pour soumettre les griefs de notre sport roi. En ce moment de fête des morts, faut-il bien se tourner vers les Guédés pour trouver une réponse?

Certains dirigeants ont fait de leur mieux pour faire entendre leur voix. Ils ont écrit au Comité de normalisation et à la FIFA pour demander des comptes. Mais leurs demandes sont jetées à la poubelle. Les autres responsables sont restés dans leur silence, sans se prononcer sur l'arrivée du Comité de normalisation et sur les différentes décisions prises par ses membres, qui se sont révélées néfastes pour l'avenir du football. Ce choix d'abstention de la part de ces dirigeants donne carte blanche au Comité de normalisation pour agir comme bon lui semble.

À côté de tout cela, le ministère des Sports est resté à l'écart. La seule fois qu'il a fait signe de vie, au cours de l'année 2021, c'était pour demander l'arrêt sur tout le territoire de toutes les activités sportives. Depuis, on se demande si cette entité, qui est censée réguler, et surtout, encadrer le milieu du sport, existe encore. Il n'a donné aucun accompagnement aux sélections nationales, il n'a pas non plus jugé important de prendre des nouvelles des jeunes de l'Académie Camp Nous,

véritables socle du football haïtien depuis quelques années. L'État haïtien a donné la preuve qu'il ne s'intéresse pas aux jeunes, que le football, malgré sa popularité en Haïti, et sa capacité d'endiguer la misère, ne fait pas partie de ses priorités. Encore une fois, notre sport roi est traité en parent pauvre.

C'est certain que le mépris du ministère des Sports au football est un handicap majeur au développement de cette discipline sportive en Haïti. La Fédération haïtienne de football ne génère pas de fonds pouvant lui permettre d'assurer le développement de ce sport à grande échelle, sur tout le territoire. L'État doit nécessairement mettre la main à la patte en ce sens. Néanmoins, c'est l'indifférence du Comité de normalisation qui inquiète. Les membres de cette structure, après plus de neuf mois, ne sont jamais descendus de leur piédestal. Leur méthodologie de travail n'est pas consensuelle. Ils n'ont pas cherché l'adhésion des clubs, avant de démarrer leur chantier. Comme la FIFA, qui, en écartant le docteur Yves Jean-Bart, a décidé

de dissoudre le Comité exécutif, au mépris des statuts de la FHF, le Comité de normalisation croit avoir carte blanche pour agir tout seul, sans l'avis des clubs pour lesquels ils travaillent en réalité. Il faut tout bonnement que les violons s'accordent entre les dirigeants de clubs et les membres du Comité de normalisation, pour sortir le football de cette pente glissante.

Les Haïtiens aiment faire la sourde oreille. Ils n'écoutent pas, ils aiment agir seuls. Ces types de comportements ne vont rien apporter de bien pour le football haïtien. Le problème aujourd'hui, c'est de trouver les personnes à qui parler, discuter, débattre sur la situation du football haïtien, le problème aussi c'est de trouver des gens qui sont prêts à écouter, à prendre note et qui sont disposés à mettre tout en œuvre pour voler au secours de notre sport roi. Si les vivants refusent de venir en aide au football haïtien, il va sans dire que nous n'aurons pas d'autres choix que de nous adresser aux morts, parce que, eux, ils nous écouteront.

R.S.

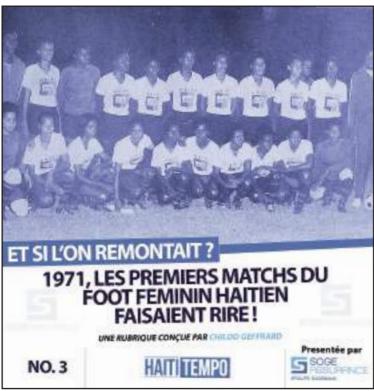
# L Y A 50 ANS, EN HAÏTI Les filles commençaient à jouer au football

Par Jacques Brave

L'année 2021 marque le 50e anniversaire du premier match féminin de football joué en Haïti. Nous ne pouvions imaginer que ce qui paraissait être une curiosité, à l'époque, une fantaisie pour amuser les uns et les autres, en quête de sensation allait s'ancrer solidement dans le pays et dans le monde et devenir une vraie activité sportive, peut-être la plus importante aujourd'hui, pratiquée par les filles.

#### Le contexte international du football

Lorsque, peu après, l'apothéose de la formidable Coupe du monde Mexico-1970, le 21 juin 1970, et le sacre de la plus glorieuse équipe nationale de l'histoire du football, « les tri-campeao », les « Géants du Brésil », conduits par le plus grand joueur de l'histoire du sport roi, Edson Arantes do Nascimiento, plus connu sous le nom de Pelé, superbement épaulé par des méga stars, qui s'appelaient Carlos Alberto Torres (capitaine), César Brito, Piazza, Everaldo, Gerson, Rivelino, Clodoaldo, Jairzinho, Tostao, Edu...) voulant profiter de l'euphorie mondiale et de l'enthousiasme créés par cette inoubliable épopée brésilienne, un groupe indépendant lança un « *mundial* » fépuisque la finale féminine, au Stade Aztèque, au mois d'août 1970, attira autant de fans, et connut un succès populaire égal au



1971, l'équipe qui a joué es premiers matches ayant marqué la naissance du football féminin haîtien.

minin devant se jouer sur les mêmes hauts plateaux mexicains, le monde fut alors sceptique. Mais le succès alla au-delà des attentes, mémorable Brésil-Italie (107 000 spectateurs). Les pays scandinaves d'Europe, toujours à l'avant-garde, en matière d'-

émancipation féminine, furent les principaux protagonistes de ce mundial insolite.

### Premier Mondial féminin indépendant

Paniqué, le président anglais de la FIFA de l'époque, Sir Stanley Rous, décida alors de tuer l'entreprise dans l'œuf en sortant une directive demandant aux fédérations membres de bannir et de combattre la pratique du football féminin en leur sein et de tout faire pour barrer la route et bloquer cette intrusion insolite. Mais on n'arrête pas le progrès en marche. Au contraire, le mouvement fit tâche d'huile, et son émancipation, déjà en cours dans plusieurs pays, prit rapidement de l'extension, surtout dans les pays d'Europe, aux USA, malgré la forte hostilité de la plupart des pays latins, en Amérique du Sud, pourtant terre d'élection du beau football et, vainqueur déjà de cinq (5) coupes du monde masculines (Uruguay 1930 et 1950, puis Brésil 1958, 1962 et 1962) des neut (9) éditions déjà organisées à l'époque et pourvoyeuse du vieux continent en grands talents de football, on comprend que, de nos jours encore, l'AM-SUD est en marge du football féminin, si bien que 50 ans après, à part le Brésil, qui aligne une équipe nationale compétitive, les autres grands sont encore très en retard, par rapport au niveau du football féminin dans le monde.

À cette époque, les Haïtiens, à part quelques extraits diffusés dans les salles de cinéma, avaient droit à peu d'images de football. À part Télé Haïti émettant par câble, donc réservé à quelques familles aisées de la capitale, la masse des fanatiques du football n'avaient pas accès aux images des matches internationaux et la télé allait prendre son extension avec notre participation à la Coupe du monde Allemagne-1974 et les premières images de foot en direct de l'étranger, et surtout avec l'arrivée dans le monde médiatique de la Télévision nationale d'Haïti (TNH), en 1977.

N'empêche que le mouvement allait être lancé en Haïti, grâce à l'obstination de pionniers déterminés et une presse sportive en plein essor, qui avait acquis une très large audience et un grand respect, grâce à des pionniers résolus. Autrement, n'était cette obsession des hommes de presse, à l'hostilité de la Fédération et des milieux conservateurs, il aurait été difficile au foot féminin de s'implanter chez nous.

### L'environnement national de l'époque

En 1971, l'environnement national était marqué par une certaine détente politique : François Duvalier venait de mourir, au mois d'avril, exactement le 21 avril. Son fils, Jean Claude Duvalier, appelé Baby Doc, lui succéda. Son discours, avec sa voix nasillarde, laissait une sensation d'innocence du « *successeur* », ses déplacements quasi quotidiens à travers le pays, et même dans des coins reculés de la campagne,

Suite en page 4

